

# Master of Arts HES-SO en Travail social

## TRAVAIL DE MASTER

### **Le travail social à l'épreuve des nouveaux enjeux de gestion du risque de récidive : étude de cas dans deux services de probation romands**

Réalisé par

**Clémentine Montavon**

Sous la direction de

Géraldine Bugnon HETS, HES-SO Genève

Lausanne, le 4 juillet 2022

Accepté par :

Filière Master of Arts HES-SO en Travail social

HES-SO Master

Lausanne, Suisse

Membres du Jury :

Madame Géraldine Bugnon, directrice et présidente du jury, Haute école de travail social Genève

Monsieur Daniel Lambelet, expert, Haute école de travail social et de la santé  
Lausanne

## Remerciements

L'accomplissement de ce travail de Master n'aurait pu se faire sans la disponibilité des terrains d'enquête. Je tiens dès lors à remercier chaleureusement chacune des personnes interrogées, ainsi que leurs hiérarchies respectives, qui ont accepté de partager leurs expériences en vue de favoriser l'émergence de réflexions dans le domaine de l'assistance de probation. Mes remerciements les plus sincères s'adressent également à ma directrice de travail de Master, Géraldine Bugnon, qui, par ses conseils et son soutien, a su accompagner la réalisation de cette étude. J'exprime de même ma gratitude à Daniel Lambelet, pour l'intérêt qu'il a porté à mon travail, en acceptant d'en assumer l'expertise. Finalement, je désire remercier Camille ainsi que toutes les personnes qui m'ont apporté leurs appuis, leurs remarques constructives et leurs encouragements durant ce riche parcours d'études et d'apprentissages.

Les opinions exprimées dans ce document n'engagent que son auteure et, dans un souci d'anonymat, les noms et prénoms des personnes rencontrées ont été supprimés.

# Table des matières

<b>Table des matières .....</b>	<b>4</b>
<b>Résumé.....</b>	<b>7</b>
<b>Rapport de recherche.....</b>	<b>8</b>
1. Introduction .....	9
2. Les mutations contemporaines de l'assistance de probation .....	10
3. Les enjeux méthodologiques d'une étude des services de probation romands ...	19
4. Les positionnements et pratiques des agents et agentes de probation face aux catégories du « travailleur social », du « contrôleur » et du « criminologue »....	25
4.1. L'identité professionnelle.....	26
4.2. Les missions de surveillance et de soutien de la fonction d'agent et agente de probation.....	27
4.3. La question de la mobilisation des outils criminologiques .....	30
4.4. Les cadres d'intervention .....	31
4.5. Les positionnements et les pratiques hybrides des agents et agentes de probation.....	34
5. Les limites et les perspectives de la recherche .....	38
6. L'intérêt de l'étude pour le travail social : réflexions sur l'avenir de l'assistance de probation .....	40
7. Un retour sur le processus de recherche .....	43
8. Conclusion .....	46
<b>Liste des références bibliographiques.....</b>	<b>49</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>53</b>

# Résumé

L'évolution historique de l'assistance de probation a favorisé, en Suisse, durant la dernière décennie, une diversification des profils professionnels, avec l'arrivée de criminologues parmi les travailleurs sociaux et travailleuses sociales traditionnellement actifs et actives au sein de ce domaine. Dans le même mouvement, des changements sont survenus dans la pratique des agents et agentes de probation, à l'image de la mobilisation nouvelle d'outils criminologiques dans leurs pratiques, pendant que les attentes à l'égard de l'assistance de probation se transformaient, passant d'un suivi quasi éducatif à des missions de gestion du risque de récidive, de contrôle et de réinsertion sociale. Ce travail étudie la cohabitation de deux professions dans un même domaine d'intervention du travail social, observant les ajustements que les agents et agentes de probation opèrent dans ce nouveau contexte. Il en ressort que, malgré des différences dans les pratiques et visions respectives des agents et agentes de probation interrogé-e-s, toutes et tous reconnaissent la double casquette liée à l'aide-contrainte. Ainsi, naviguent-ils et elles constamment entre le soutien social, le contrôle et les injonctions à recourir aux outils criminologiques.

Mots-clés : probation, travail social, pratique professionnelle, nouvelle pénologie, désistance

The historical evolution of probation assistance in Switzerland over the last decade has led to a diversification of professional profiles, with criminologists joining the ranks of social workers traditionally active in this field. At the same time, the practice of probation officers has changed, resulting in the use of criminological tools in their work, while the expectations of probation assistance shifted from a quasi-educational follow-up to the management of recidivism risk, control and social reintegration. This Master's thesis examines the cohabitation of two professions in the same field of social work, by observing the adjustments that probation officers make in this new context. The results show that, despite differences in the respective practices and visions of the probation officers interviewed, all of them recognise the dual role of the constrained helper. Thus, they constantly navigate between social support, control and injunctions to use criminological tools.

Key Words : probation, social work, professional practice, new penology, desistance

## **Rapport de recherche**

## 1. Introduction

L'assistance de probation demeure un domaine relativement méconnu du travail social et des recherches scientifiques, notamment en Suisse. L'évolution historique de ce champ d'intervention a favorisé une mouvance des profils professionnels et un développement d'outils nouveaux dans les pratiques des intervenants et intervenantes actifs et actives au sein des services de probation, à savoir des outils propres à la criminologie. Les équipes des offices de probation se sont vues recomposées, hébergeant alors des criminologues, nouvelles et nouveaux venu-e-s, et des travailleurs sociaux et travailleuses sociales, historiquement présent-e-s dans les entités précitées. Une cohabitation nouvelle a dû s'établir, chaque profession intervenant avec ses connaissances et compétences propres. Parallèlement, les attentes face à l'assistance de probation ont également évolué, passant d'un suivi quasi éducatif à des missions de gestion du risque de récidive, de vérification des règles de conduite et de réinsertion sociale.

Par conséquent, deux professions interviennent désormais dans le domaine de l'assistance de probation. Les un-e-s et les autres doivent dès lors s'approprier et prendre connaissance de leurs domaines d'expertise respectifs. De surcroît, le cadre d'intervention des agents et agentes de probation est notamment influencé par les résultats des expertises psychiatriques et des évaluations criminologiques requises par les autorités judiciaires, ainsi que par les règles de conduite et mesures de substitution qui en résultent parfois. Les agents et agentes de probation déploient de ce fait leurs actions au croisement d'ajustements constants entre leur domaine d'expertise, leur parcours de formation, les outils d'évaluation et de gestion du risque de récidive, la relation d'aide, l'identification et le traitement des besoins criminogènes, la rencontre avec la personne suivie, les injonctions du tout sécuritaire, l'interprofessionnalité, ou encore la nécessité de légitimer leurs interventions.

Le présent rapport entend rendre compte de l'étude menée dans le cadre d'un travail de Master, ayant pour but de familiariser les étudiants et étudiantes au domaine de la recherche scientifique. Partant, ce travail tend à mettre en lumière les pratiques des agents et agentes de probation actifs et actives au sein de deux services de probation romands, ceci afin de tenter de comprendre les ajustements qu'ils et elles opèrent dans leurs interventions au vu de la cohabitation nouvelle des divers paradigmes présents au sein l'assistance de probation que sont la nouvelle pénologie, la désistance et la relation d'aide.

À titre liminaire, il est entrepris dans ce rapport de poser la problématique et les différentes questions de recherche au cœur de cette enquête. Il s'agit ensuite de développer la méthodologie mobilisée et de présenter les deux terrains d'enquête retenus, avant de proposer une analyse des données collectées lors des entretiens réalisés. S'en suivent des réflexions sur les limites et les perspectives de la présente étude. Le dernier temps du rapport vise à exposer les potentiels apports d'une telle recherche pour le travail social.

## **2. Les mutations contemporaines de l'assistance de probation**

La probation est, au niveau européen, définie par la recommandation du comité des Ministres aux états membres sur les règles du Conseil de l'Europe relative à la probation (2010) comme étant les interventions et les activités ayant pour objectif de « réintégrer socialement l'auteur[-e] d'infraction dans la société et de contribuer à la sécurité collective ». À son article 93, le Code pénal suisse (CP) précise quant à lui que l'assistance de probation « doit préserver les personnes prises en charge de la commission de nouvelles infractions, et favoriser leur intégration sociale », étant encore spécifié que « [l]'autorité chargée de l'assistance de probation apporte l'aide nécessaire directement ou en collaboration avec d'autres spécialistes » (Code pénal suisse, 1937). En Suisse, le système du fédéralisme a pour conséquence que la structure et l'organisation des offices de probation diffèrent d'un canton à l'autre. Ainsi, probation et autorités d'exécution des peines et mesures constituent parfois une seule et même entité, alors qu'elles en composent deux dans d'autres cas. Les services de probation s'investissent également de manière variable en milieu carcéral et en milieu ouvert. Certaines entités de probation connaissent des agents et agentes de probation polyvalent-e-s, intervenant tant en détention (avant jugement et en exécution de peine) qu'en milieu ouvert. D'autres offices fonctionnent par secteurs dédiés spécifiquement au service social en détention ou à l'assistance de probation hors murs. Partant, en milieu ouvert, les offices de probation interviennent majoritairement dans les contextes suivants : le sursis à l'exécution d'une peine ; le délai d'épreuve accompagnant une libération conditionnelle ; ou encore les mesures de substitution à la détention avant jugement (Jeanneret & Kuhn, 2018). L'intégration sociale apparaît dès lors comme l'une des missions principales de l'assistance de probation, à laquelle s'ajoute la vérification du respect des règles de conduite ou des mesures de substitution décidées par l'autorité judiciaire à l'encontre du ou de la probationnaire.



Les États occidentaux s'inspirent, dès les années 1980-1990, du fonctionnement des entreprises privées pour reformer leur organisation interne, reproduisant par là même les logiques gestionnaires au sein des politiques pénales (De Larminat, 2015) et favorisant l'implantation de la notion de *nouvelle pénologie* (Feeley & Simon, 1992). Celle-ci se base sur les techniques actuarielles qui définissent le profil de risque des personnes condamnées et déterminent en conséquence les ressources nécessaires, soit l'intensité du suivi par un agent ou une agente de probation pour éviter une récidive et garantir la sécurité publique. Pour reprendre les mots de Slingeneyer, « la nouvelle pénologie concrétise cette protection de la société essentiellement par des mesures de surveillance et de contrôle de groupe à risque » (Slingeneyer, 2007, p. 7). Il en résulte un retrait progressif de l'objectif de réinsertion sociale au profit des injonctions d'évaluation et de gestion du risque de récidive (Slingeneyer, 2007). Le glissement vers ce nouveau paradigme, plus sévère et interventionniste, est au demeurant alimenté par la médiatisation de faits divers concernant la criminalité et une importante production discursive relative au domaine pénal (Mohammed, 2015).

La Suisse n'échappe pas à cette transformation. Basée sur un « modèle caritatif » dès le 19<sup>e</sup> siècle, puis sur un « modèle réhabilitatif » mettant en lumière le principe de la réinsertion sociale des auteurs et auteures d'infraction (Lambelet, Ros & Kloetzer, 2021), l'assistance de probation entrevoit l'arrivée de ce nouveau paradigme en 2014. L'objectif d'évaluation et de gestion du risque de récidive est concrétisé dans un document cadre promulgué par la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP). Y sont adoptés les principes régissant l'exécution des sanctions pénales en Suisse, situant par là même la mesure et la gestion du risque de récidive au cœur des pratiques des services de probation, des offices d'exécution des peines et mesures et des établissements de détention (Ros, Kloetzer & Lambelet, 2020). Ce but se matérialise principalement dans l'utilisation des outils *Risikoorientierter Sanktionenvollzug* (ROS) dans les cantons des deux concordats alémaniques, à savoir celui de la Suisse centrale et du Nord-Ouest et celui de la Suisse orientale, et du *Processus latin d'exécution des sanctions orientée vers le risque et les ressources* (PLESORR), lui-même en cours de développement par le concordat des cantons latins. Dans cette perspective aussi, des formations sur l'exécution des sanctions orientée vers le risque et les ressources (ESORR) sont dispensées au personnel des organisations du champ pénal par le Centre suisse de compétence en matière d'exécution des sanctions pénales (CSCSP).

De tout ce qui précède découle donc une évolution des missions des agents et agentes de probation, pour s'axer actuellement autour de trois aspects : la réinsertion socioprofessionnelle ; la vérification du respect des obligations décidées par les autorités ; et l'évaluation et la gestion du risque de récidive (Lambelet, 2014). Les deux premières missions apparaissent telles des reliques de la « culture artisanale » (Ros et al., 2020, p.3) propre au travail social, se dissipant progressivement au profit de la dernière. À ce sujet, Slingeneyer (2007) relève une diminution de la marge de manœuvre et de l'autonomie des agents et agentes de probation, qui se retrouvent assujetties aux résultats d'outils neutres et fiables. Aucune appréciation différente de la part d'un agent ou d'une agente de probation ne semble envisageable (Slingeneyer, 2007). Par exemple, dans le cas d'un manquement par un ou une probationnaire, les agents et agentes de probation ne jouissent plus de la même latitude pour apprécier la suite à donner à cette situation, puisqu'ils et elles doivent se conformer aux résultats établis par les grilles d'analyse. Dans le prolongement, la dégradation de la marge de manœuvre impacte la possibilité d'adapter les suivis aux besoins spécifiques des probationnaires. Ainsi, les agents et agentes de probation tendent à délaisser le travail relationnel pour appliquer les protocoles de suivi établis (Ros et al., 2020). Par ailleurs, les moyens mis à disposition par les politiques pénales des agents et agentes de probation pour personnaliser les suivis sont insuffisants et ne permettent pas de contrebalancer la perte d'autonomie des intervenants et intervenantes socio-judiciaires (Capela & Lambelet, 2016). Au surplus, les agents et agentes de probation doivent également composer avec des standards qui organisent dès lors leur pratique (De Larminat, 2015), balayant les possibilités d'innovations locales (De Larminat, 2013). En somme, l'autonomie et la marge de manœuvre des agents et agentes de probation s'en voient dès lors ébranlées, quand bien même elles constituent les piliers principaux du travail social (Chauvenet et al., 2001).

Dans le même sens, la culture artisanale s'étiole dans le cadre de l'appréciation du risque de récidive et la gestion de celui-ci. En effet, alors que les agents et agentes de probation s'appuyaient sur le suivi social réalisé et les échanges avec le ou la probationnaire pour apprécier le degré de récidive potentielle et proposer un accompagnement répondant à leurs observations, l'évaluation et la gestion du risque de récidive, telles que promues par le document cadre de la CCDJP, imposent une objectivation et l'utilisation de grilles d'analyse se basant sur des facteurs établis par la criminologie. Ce sont dès lors principalement des éléments factuels (par exemple le type d'infraction, l'âge, la présence d'éventuels antécédents pénaux, etc.) et non des données relevant de la situation sociale de l'individu (par exemple l'emploi, la

situation de logement, la situation familiale, etc.) qui sont considérés déterminants pour mener à bien la mission attribuée à ces nouveaux instruments, à savoir l'évaluation du degré de dangerosité et du risque de récidive des personnes condamnées. Ainsi, au vu des résultats avancés par les grilles d'évaluation, les services de probation, conjointement avec les offices d'exécution des peines et mesures, classent les probationnaires dans différentes catégories en fonction du risque de récidive et de la dangerosité qu'ils et elles (re)présentent. Chaque catégorie conditionne ensuite le type de suivi proposé par les agents et agentes de probation : un soutien léger sera proposé aux personnes condamnées représentant peu de risques, alors qu'un accompagnement intensif et cadré sera réalisé avec les probationnaires dit-e-s dangereux-ses. Ce modèle d'évaluation et de gestion du risque se veut plus neutre et plus stable que l'appréciation des agents et agentes de probation et tend dès lors à se substituer à leurs propres examens (Ros et al., 2020).

Toujours est-il que définir l'évaluation et la gestion du risque de récidive violente comme priorités des services de probation provoque une double transformation dans l'expérience professionnelle des agents et agentes de probation : la première se caractérise par le basculement d'un système de soutien dans une perspective de réinsertion vers un système de surveillance omniprésente dans une optique de diminution du risque ; la seconde se concrétise dans l'utilisation d'un instrument technique (grilles d'évaluation) au détriment des capacités d'appréciation des agents et agentes de probation (Lambelet, 2014). Par conséquent, comme l'écrit De Larminat, « l'activité professionnelle des agents [et agentes] de probation, historiquement construite sur le modèle du travail social, glisse progressivement vers une mission de diagnostic focalisée sur le risque de récidive » (De Larminat, 2012, p. 28). La sécurité publique présuppose ainsi de suivre les probationnaires également en raison d'actes qu'ils ou elles pourraient commettre et non uniquement d'infractions commises (Hardy, 2014). D'où le fait que les méthodes et outils d'évaluation et de gestion du risque représentent un changement considérable des pratiques des agents et agentes de probation (Lambelet, Ros & Kloetzer, 2021).

Par ailleurs, le profil des agents et agentes de probation a également évolué, dans la mesure où les assistants sociaux et assistantes sociales ne sont plus seul-e-s à assumer cette fonction. Il peut en effet être observé qu'ils et elles ont été rejoint-e-s par des psychologues et des criminologues (Lambelet, 2014). Cela signifie aussi que l'implantation de la criminologie au sein des services de probation constitue une évolution que les travailleurs sociaux et les

travailleuses sociales doivent désormais appréhender, en tant qu'ils et elles sont amené-e-s à pénétrer et assimiler l'étendue des connaissances relatives à cette discipline. La criminologie constitue dès lors un nouveau cadre contraignant au sein duquel les intervenants et intervenantes du travail social doivent s'inscrire et, parallèlement, une source de nouveaux savoirs. La pratique des intervenants sociaux et intervenantes sociales semble ainsi amenée à se réinventer (De Larminat, 2012) et oscille entre une défense de la relation d'aide représentative du travail social et les nouvelles connaissances issues du champ de la criminologie offrant une clé de réponse à la nouvelle attente politique d'évaluation et de gestion du risque de récidive. Partant, les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales sont amenés à réaliser des ajustements permanents dans leur pratique (Lambelet, 2018) et tentent de s'approprier « un nouvel équipement peu adapté à leurs principes éthiques et aux registres d'action auxquels ils [et elles] se réfèrent » (Milburn & Jamet, 2017, p. 2). Les services de probation présentent enfin, à l'heure actuelle, une hétérogénéité des profils professionnels, alors que l'on assiste à une hybridation de la fonction d'agent et agente de probation (Ros, Lambelet, Wegel & Ruchti, 2020).

Ces diverses évolutions ne laissent pas les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales indifférent-e-s. Ainsi, ayant peu de données relatives à la réalité suisse, nous mettons en avant les résultats observés en France, dont il ressort que trois groupes distincts se constituent parmi les agents et agentes de probation : les déçu-e-s, les opposant-e-s et les convaincu-e-s (De Larminat, 2015). Par ailleurs, cette évolution de la fonction remet en question la place même du travail social au sein des services de probation. En sus des lacunes de connaissances théoriques spécifiques au domaine du travail social (Chauvenet, Gorgeon, Mouhanna & Orlic, 2001), les pratiques du travail social sont effectivement peu palpables et quantifiables, ce qui les discrédite, les prive de légitimité, à tel point qu'elles se voient finalement supplées par des grilles d'analyse pragmatiques (Hardy, 2014). Au surplus, avec la nouvelle pénologie, l'autonomie des agents et agentes de probation se retrouve « sous tutelle » (Slingeneyer, 2007, p.14) et le système pénal protégé. Ce dernier est en effet préservé des critiques externes, puisque sont élaborées des données quantifiables (critique constamment opposée à la pratique du travail social) et standardisées permettant d'être justifiables au besoin. Les standards protègent également le système pénal de toute critique interne à celui-ci en diminuant les opportunités de réflexion sur les pratiques. En effet, si les pratiques sont définies en amont et appuyées par des outils présentés comme fiables et neutres, les observations, *de facto* subjectives, des professionnels et professionnelles semblent difficilement défendables (Slingeneyer, 2007).

Parallèlement à cette « technicisation de la lutte contre la délinquance » (Mohammed, 2015, p. 48), les parcours de sorties de délinquance font depuis quelques dizaines d'années l'objet d'une attention accrue de la part des recherches en sciences sociales. La première, une étude longitudinale, est réalisée par les criminologues Sheldon et Eleanor Glueck au milieu du 20<sup>e</sup> siècle. Les scientifiques étudient les parcours de 500 auteurs d'infractions et de 500 non-criminels dans la région de Boston aux États-Unis (Mohammed, 2015) en s'intéressant principalement aux corrélations entre les agissements criminels et l'âge des individus (Stoll & Jendly, 2018). Il faut cependant attendre les années 1980 pour que les études et la littérature scientifique se densifient sur le concept de désistance (Stoll & Jendly, 2018). La désistance est définie comme étant « un processus qui mène progressivement à l'arrêt de conduites délinquantes » (Stoll & Jendly, 2018, p.2) et impliquant l'intégration dans une vie dite conventionnelle (Stoll & Jendly, 2018). Selon le concept de désistance développé, l'adoption et la répétition de comportements délinquants ne peuvent s'expliquer par les seules caractéristiques individuelles des personnes. En effet, il est mis en lumière que les parcours de vie et les événements qui les jonchent, tel que l'emploi, les relations affectives, la religion ou encore la parentalité, ont un impact sur les processus de sortie de délinquance (Stoll & Jendly, 2018). L'approche sous-tendant le concept de désistance propose d'axer la pratique sur les facteurs qui « soutiennent chez un individu le retour progressif à une vie conforme aux normes sociales communément admises et s'intéress[e] plutôt au '*comment* cela marche' » (Stoll & Jendly, 2018, p. 3). En revanche, les études portant sur l'évaluation et la gestion du risque de récidive s'attachent à des interventions définies en fonction des résultats des évaluations criminologiques et des infractions commises (Stoll & Jendly, 2018). Au-delà, il est encore à préciser qu'un parcours de désistance n'exclut pas et peut même impliquer des récidives, autrement dit de nouvelles inscriptions dans le casier judiciaire de l'individu (Bension, 2012). En effet, le concept de désistance s'inscrit au sein d'un processus de sortie de la délinquance dans le temps (Herzog-Evans, 2010), préférant une approche multidimensionnelle et s'éloignant d'une vision binaire « récidive » ou « non-récidive ».

Dans la continuité, l'approche de la désistance privilégie des accompagnements personnalisés, favorisant la motivation au changement du ou de la probationnaire et l'accroissement de son capital humain et social (Stoll & Jendly, 2018). Il ressort de la théorie de la désistance des axes de travail qui sont similaires à ceux du travail social. Comme le précise Herzog-Evans, « le travail social classique peut devenir utile si, s'appuyant sur les facteurs de la désistance, il aide le condamné [ou la condamnée] à lever chacun des obstacles à celle-ci, par exemple en l'aidant

à chercher un emploi et un logement, en travaillant sur le lien familial ou l'attachement aux pairs » (2010, p. 366).

De manière analogue à la nouvelle pénologie, les politiques pénales et le domaine de la recherche suisse se sont également récemment intéressés au concept de désistance. Ainsi, en Suisse latine, le projet pilote Objectif Désistance, cofinancé par les cantons et la Confédération et né en 2019 d'une volonté de la Commission latine de probation (CLP) d'harmoniser les pratiques des sept cantons latins, propose par conséquent des interventions individualisées basées sur trois dimensions de travail différentes : la relation entre le ou la probationnaire et l'agent ou l'agente de probation ; la perception que le ou la probationnaire a de soi ; et le positionnement du ou de la probationnaire dans sa communauté d'attache (CLP, 2018). Ce projet pilote suggère dès lors d'implémenter l'approche de la désistance dans les pratiques des agents et agentes de probation en précisant les « axes d'intervention favorisant la désistance, soutenus par un rôle particulier dévolu à l'agent [ou l'agente] de probation, outillé[-e] d'un bagage spécifique » (CLP, 2018, p. 5). La première dimension s'intéresse au lien entre le ou la probationnaire et l'agent ou l'agente de probation, l'axe d'intervention préconisé relevant de la consolidation de la collaboration afin d'encourager les compétences essentielles au changement. La deuxième dimension s'attache à la représentation que le ou la probationnaire a de soi et invite l'agent ou l'agente de probation à favoriser la motivation au changement chez le ou la probationnaire. La troisième dimension, quant à elle, relève de la relation que le ou la probationnaire entretient avec sa communauté d'attache, l'agent ou l'agente de probation endosse ici un rôle de soutien au développement du capital social, à la création d'un réseau prosocial (CLP, 2018). Par conséquent, dans le cadre du projet pilote Objectif Désistance, depuis février 2019, en Suisse latine, une vingtaine d'agents et agentes de probation ont vu leur pratique modifiée pour offrir des interventions s'inscrivant dans l'approche de la désistance afin de favoriser l'insertion et, plus spécifiquement, les parcours de sortie durable de la délinquance. Nous relevons par ailleurs que l'insertion sociale, soit une « certaine façon d'entrer dans un groupe social » donné (Châles Courtine, p. 33), s'avère complexifiée lorsqu'elle s'inscrit durant l'exécution d'une peine (ou d'une mesure). La réinsertion se déploie au sein d'un cadre qui produit des contraintes notamment temporelles (l'exécution de la peine et/ou la durée du mandat d'assistance de probation ne coïncidant pas forcément avec le temps nécessaire pour une réinsertion) et juridiques (l'individu est astreint à certaines obligations ordonnées par les autorités judiciaires) (Châles Courtine, 2012).

Selon Stoll et Jendly (2018), un rapprochement semble actuellement s'effectuer entre les démarches et interventions proposées par l'évaluation et la gestion du risque et celles issues de la désistance. Ce dialogue entre deux domaines – évaluation et gestion du risque d'un côté et désistance de l'autre – peut potentiellement représenter les prémisses d'un compromis qui se retrouvera dans les pratiques des agents et agentes de probation. En effet, malgré leur rapprochement, les deux approches incarnent deux visions distinctes : « là où les premières préconisent un travail sur les risques et besoins criminogènes, les secondes s'attèlent à capitaliser sur les forces et les ressources des justiciables, tout en reconnaissant leurs efforts et leurs progrès » (Stoll & Jendly, 2018, p. 4).

Il sied donc de s'intéresser à la pratique spécifique et quotidienne des agents et agentes de probation pour tenter de saisir leur positionnement et les interventions qu'ils et elles offrent au sein de ce cadre en évolution, influencé par les méthodes et outils d'évaluation et de gestion du risque, et l'approche de la désistance. Il apparaît en particulier pertinent de s'arrêter sur les tensions ressenties par les agents et agentes de probation et d'identifier, de saisir et de déconstruire les ajustements qu'ils et elles adoptent afin de répondre aux missions qui leur sont confiées. Ce faisant, nous tenterons aussi de mettre en lumière les différentes forces agissantes qui influencent la pratique des professionnels et professionnelles. Nos questions de recherche sont ainsi les suivantes : quelles tensions sont identifiées par les agents et agentes de probation dans le cadre au sein duquel ils et elles mènent à bien leurs missions ? Quels sont leurs positionnements au sein de ce cadre évoluant ? Quels sont les ajustements auxquels les agents et agentes de probation doivent procéder ? Dans quels buts ? Lesdits ajustements (s'il y en a effectivement) sont-ils différents en fonction de la formation initiale des professionnels et professionnelles ?

Parmi les hypothèses que nous pouvons d'ores et déjà poser se trouve, premièrement, le fait que les agents et agentes de probation se retrouvent en porte-à-faux entre les valeurs professionnelles du travail social – notamment la relation d'aide – et les injonctions d'évaluation et de gestion du risque basées sur des éléments factuels et statiques. La deuxième hypothèse est que l'expérience précitée est vécue différemment par les agents et agentes de probation en fonction de leur origine professionnelle, soit de leur formation initiale (travail social, criminologie, psychologie). Doit également être explorée, troisièmement, l'hypothèse selon laquelle les agents et agentes de probation délaissent le travail relationnel avec pour

objectif la réinsertion pour remplir les missions de contrôle du respect des règles de conduite ou des mesures de substitution à la détention avant jugement.

C'est en s'appuyant sur les concepts de désistance et de nouvelle pénologie développés précédemment, et sur la catégorisation en trois modèles d'intervention proposée par De Larminat que nous analysons les positionnements des agents et agentes de probation interviewé-e-s. En effet, cette reconfiguration de la pratique des agents et agentes de probation – induite par l'injonction d'évaluation et de gestion du risque de récidive –, ainsi que la modification des profils de formation des intervenants et intervenantes laissent apparaître distinctement trois types de modèles d'intervention : le travailleur social et la travailleuse sociale ; le contrôleur et la contrôleuse ; et enfin le et la criminologue (De Larminat, 2012). L'archétype du travailleur social ou de la travailleuse sociale constitue le modèle historiquement préféré par les agents et agentes de probation. Réunissant les spécificités du travail social, ce modèle attache de l'importance au travail relationnel, à l'empathie et à la capacité d'écoute. Les agents et agentes de probation incarnant ce style accordent donc une signification particulière à l'échange, effectuant des entretiens de plus d'une heure et délaissant dans une certaine mesure les rapports écrits. Par ailleurs, ils et elles s'intéressent aux multiples facettes de la vie des probationnaires et apportent un suivi outrepassant parfois le mandat confié par les autorités. Concernant la prévention de la récidive, ils et elles adoptent une pratique proactive et tentent ainsi d'anticiper de potentiels obstacles et de solutionner certaines difficultés rencontrées par les probationnaires. Ils et elles adoptent de surcroît une vision systémique de la situation des probationnaires et s'attachent à saisir les éléments propices à la récidive dans l'environnement des bénéficiaires (De Larminat, 2012). Le modèle du contrôleur ou de la contrôleuse, quant à lui, rassemble des agents et agentes de probation qui axent leur pratique sur la vérification du respect des obligations décidées par les autorités. Ils et elles se démarquent du modèle précédent par leur formalisme fortement marqué, à savoir leur attachement au cadre posé par les règles de conduite prononcées par l'autorité judiciaire. De plus, la gestion du risque de récidive se matérialise, dans ce modèle, par la répression des transgressions identifiées aux règles de conduite ou aux mesures de substitution imposées (De Larminat, 2012). Finalement, le modèle du ou de la criminologue – qui est le plus récent – se concentre sur les facteurs de risque présents dans les situations des probationnaires accompagné-e-s. Autrement dit, ces agents et agentes de probation sont en alerte constante afin d'identifier d'éventuels éléments dénotant un risque de récidive. Les origines des actes délictueux sont cherchées au sein de l'individu lui-même et non de l'environnement dans lequel il ou elle s'inscrit. Par ailleurs, dans une logique de suspicion,



la prévention de la récidive se caractérise, dans la pratique de ces agents et agentes de probation, par une intervention en amont, basée sur des hypothèses de passage à l'acte en fonction d'événements passés (De Larminat, 2012).

### **3. Les enjeux méthodologiques d'une étude des services de probation romands**

L'étude réalisée suit une approche qualitative, dans la mesure où ce procédé apparaît être le plus pertinent pour déceler et saisir les positionnements et ajustements spécifiques que les agents et agentes de probation adoptent dans leur pratique professionnelle. Elle se fonde sur la réalisation d'entretiens semi-directifs avec six agents et agentes de probation effectués entre avril et mai 2021. Afin de circonscrire la recherche menée, il a été défini que l'enquête se concentrerait sur des entrevues réalisées auprès d'agents et d'agentes de probation exerçant leur activité en milieu ouvert au sein de deux services de probation romands, à savoir la Probation de la République et Canton du Jura et la Fondation vaudoise de probation. Les terrains d'enquête ont été retenus dans la mesure où ils présentent une organisation interne propre et distincte l'un de l'autre, tout en conservant des missions similaires. Par ailleurs, les agents et agentes de probation actifs et actives en leur sein sont issus de formations multiples. Les terrains offrent ainsi l'opportunité d'accéder à une palette potentiellement plus variée et représentative de diverses pratiques d'agents et agentes de probation de Suisse romande. En raison des exigences formelles limitant la taille de ce travail, celui-ci n'entend toutefois pas comparer les deux entités cantonales.

La Probation de la République et Canton du Jura est une entité étatique ancrée au sein du Service juridique, lui-même dépendant du Département de l'intérieur de l'État jurassien. La Probation est conduite par le chef de service et son adjointe. Il n'y a toutefois pas de responsable d'équipe au sein des agents et agentes de probation. Il est intéressant de mentionner qu'en 2016, la Probation jurassienne a connu une modification de son positionnement au sein de l'organigramme de l'administration cantonale. En effet, cet office était jusqu'alors sous l'autorité du Service de l'Action Sociale, bureau qui, comme son nom l'indique, regroupe la totalité des prestations octroyées par le canton, par les institutions privées ou publiques ou encore par les communes dans le cadre du soutien aux personnes vivant dans une situation de précarité, sociale ou financière (République et Canton du Jura, s.d., b). Dès 2016, la Probation a été rattachée au Service juridique de l'État jurassien qui, en dehors de traiter les thématiques

et questions juridiques de l'administration cantonale, regroupe également l'autorité d'exécution des peines et mesures et les deux établissements de détention cantonaux. D'un point de vue institutionnel, la Probation a dès lors connu une évolution marquante, glissant d'un service social à un service juridique et d'exécution des sanctions.

La Probation jurassienne est actuellement composée de quatre intervenants et intervenantes, toutes et tous issu-e-s d'une formation en travail social (un éducateur social et trois assistantes sociales). Cette entité connaît des prestations diverses réalisées par toutes et tous, sans distinction au sein de l'équipe professionnelle. En effet, les agents et agentes de probation actifs et actives en son sein assument des mandats d'assistance de probation en milieu ouvert en cas de libération conditionnelle, de sursis, d'exécution d'une mesure et de mesures de substitution à la détention avant jugement. Dans ce cadre, les intervenants et intervenantes sont chargé-e-s de mettre sur pieds et de vérifier le respect des règles de conduite ou des mesures de substitution à la détention avant jugement, ainsi que d'apporter une assistance sociale. S'ajoute à ce premier domaine d'activité, la pose de bracelets électroniques en cas d'exécution de peines sous le régime de la surveillance électronique, en cas d'interdictions géographiques au sens de l'art. 67 CP ou encore dans le cadre de mesures de substitution à la détention avant jugement. De plus, la Probation jurassienne assure le service social dans les deux établissements de détention jurassiens. Les professionnels et professionnelles de ce bureau connaissent ainsi une multitude et une diversité d'activités. Par ailleurs, il semble intéressant de mentionner que, sur son site internet, la Probation jurassienne définit ses objectifs à la lumière de l'évaluation du risque de récidive, en ce sens qu'« [elle] a pour objectif premier la prévention de la récidive chez les personnes prises en charge et également de favoriser l'intégration sociale et professionnelle de ces dernières sur la base d'une évaluation préalable du risque de récidive » (République et Canton du Jura, s.d., a).

Quant à la Fondation vaudoise de probation, elle est une entité de droit privé sise dans le canton de Vaud et dirigée par un directeur et un conseil de fondation. Elle est composée de quatre secteurs d'activités pour chacun desquels un ou des responsable-s est ou sont nommé-e-s. Le premier est le secteur « milieu carcéral », au sein duquel les agents et agentes de probation accompagnent les personnes détenues en détention avant jugement ou en exécution de peine. Les intervenants et intervenantes effectuent notamment les démarches socio-administratives nécessaires pour organiser une éventuelle libération conditionnelle, une libération définitive, ou encore une libération dans le cadre de mesures de substitution à la détention avant jugement.

Ils et elles sont amené-e-s à favoriser l'insertion sociale des personnes détenues (Fondation vaudoise de probation, s.d., a). Le deuxième est le secteur « peines en milieu ouvert », coordonnant l'exécution des peines sous la forme du travail d'intérêt général et de la surveillance électronique. Au sein de cet office, les agents et agentes de probation assurent le contrôle du respect du cadre de l'exécution des peines et offrent aux probationnaires des conseils socio-administratifs (Fondation vaudoise de probation, s.d., b). Le troisième est le « secteur ateliers », lequel permet d'offrir des places d'activité pour les personnes mineures et majeures condamnées à exécuter une peine sous le régime du travail d'intérêt général (Fondation vaudoise de probation, s.d., c). Enfin, le quatrième est le secteur « milieu ouvert », qui regroupe les agents et agentes de probation en charge de l'assistance de probation durant une libération conditionnelle, un sursis, l'exécution d'une mesure ou des mesures de substitution à la détention avant jugement. Les intervenants et intervenantes sont également amené-e-s à apporter « l'appui social », soit une prestation de conseil, d'écoute et de soutien en faveur des personnes ayant un statut selon la loi sur l'action sociale vaudoise (Fondation vaudoise de probation, s.d., d). C'est à ce dernier secteur que la présente étude s'intéresse particulièrement.

Le secteur milieu ouvert de la Fondation vaudoise de probation est composé de sept agents et agentes de probation. Cinq d'entre eux et elles sont issues d'une formation universitaire en criminologie, un ou une d'un cursus HES en travail social, et le dernier exerçait préalablement en tant que maître socio-professionnel. La Fondation vaudoise de probation connaît ainsi, dans cette entité, une majorité de criminologues. Les missions principales mises en avant par l'institution sont de veiller à la sécurité publique, d'accompagner la réinsertion socioprofessionnelle et de favoriser le désistement (Fondation vaudoise de probation, s.d., d). Il apparaît à ce stade intéressant de relever l'accent porté sur cette notion de « désistement », terme fréquemment utilisé en France pour faire appel à l'approche de la désistance. Par ailleurs, il n'incombe pas à la Fondation vaudoise de probation de veiller au respect des règles de conduite ou des mesures de substitution à la détention avant jugement. En effet, cette charge demeure une mission de l'autorité d'exécution ou du tribunal. La Fondation vaudoise de probation veille à leur respect uniquement sur délégation (Fondation vaudoise de probation, s.d., d).

Bien qu'elles poursuivent toutes les deux les missions prescrites par l'art. 93 CP, la Probation jurassienne et la Fondation vaudoise de probation ont des structures distinctes et des approches

divergentes. La Probation du canton du Jura est une petite entité étatique avec une hétérogénéité des activités assurées par les agents et agentes de probation, toutes et tous issu-e-s du travail social. Elle connaît la mission de veiller au respect des règles de conduite et mesures de substitution et définit ses objectifs à la lumière de l'évaluation et de la gestion du risque. En revanche, la Fondation vaudoise de probation est une entité privée de taille importante sectorisée en fonction d'activité précise confiée aux agents et agentes de probation. Le milieu ouvert est composé majoritairement de criminologues qui ne connaissent pas, sauf sur délégation, la tâche de veiller au respect des règles de conduite ou mesures de substitution. Par ailleurs, elle définit ses objectifs au prisme de la désistance. Par conséquent, ces deux terrains semblent pertinents pour répondre aux questions de recherche retenues.

Le corpus de données récoltées et analysées dans la présente étude résulte d'entretiens semi-directifs avec trois agents et agentes de probation de la Probation jurassienne et trois entretiens avec des professionnels et professionnelles actifs et actives au sein de la Fondation vaudoise de probation. Les interviews ont été effectuées entre avril et mai 2021. Il était initialement prévu que les échanges soient réalisés en présentiel sur le lieu de travail afin que l'atmosphère professionnelle au sein de laquelle les agents et agentes de probation évoluent se retrouve et qu'ils et elles puissent concrètement illustrer leurs propos en mobilisant les outils qui soutiennent leur pratique. Toutefois, au vu de la situation sanitaire due à la pandémie de Covid-19 et ses variants, il a été préféré de diminuer le nombre de contact. Dans ce sens, deux entretiens ont été menés en présentiel à la Probation du canton du Jura, alors que les quatre autres ont été réalisés par visioconférences.

Les échanges ont, en moyenne, eu une durée d'une heure et quart chacun. Dans ce cadre, sept points ont été retenus pour composer la grille d'entretien mobilisée durant les rencontres. Elle a été établie au préalable en regroupant différents axes de travail et thématiques à aborder et à approfondir avec chaque personne interrogée.

Premièrement, l'identification des parcours de formation et professionnel des personnes interviewées : il a ainsi été question de saisir avec plus de précision leurs cursus de formation et domaines de compétences, ainsi que d'identifier les éventuels emplois occupés en amont de la fonction d'agent et agente de probation. Partant de cela, le deuxième axe est l'opportunité de mettre en lumière les représentations que les personnes interrogées avaient de la fonction d'agent et agente de probation avant de débiter leur activité professionnelle au sein des deux

offices retenus. Elles ont également été invitées à évoquer les motivations qui les ont poussées à s'engager dans le domaine de l'assistance de probation. Le troisième point vise, quant à lui, à mettre au jour les évolutions éventuelles que la fonction d'agent et d'agente de probation a vécu, notamment au regard de l'influence des outils criminologiques. Les personnes interviewées se sont ainsi exprimées sur leurs représentations actuelles de la fonction d'agent et d'agente de probation. Elles ont également été priées de bien vouloir se prêter à l'exercice de présenter et définir l'assistance de probation comme elles l'effectuent lors d'un premier entretien avec un ou une probationnaire. Le quatrième axe se rapporte à la mobilisation des outils d'évaluation criminologique du risque de récidive par les intervenants et intervenantes dans le domaine socio-judiciaire, ainsi qu'aux potentiels impacts que cette utilisation a sur les pratiques professionnelles. Dès lors, il a été question d'évaluer à quel moment les agents et agentes de probation prennent connaissance des évaluations criminologiques, quels éléments ils et elles en retiennent, pour enfin tenter d'identifier dans quelle mesure lesdites évaluations peuvent influencer les pratiques. Le cinquième point s'intéresse au(x) cadre(s) prescrits ou non au sein du ou desquels les pratiques des agents et agentes de probation s'implémentent, et à la marge de manœuvre des intervenants et intervenantes. Le sixième axe se concentre sur les comportements des agents et agentes de probation en cas de manquement de la part des personnes suivies, au regard des cadres d'intervention et de l'étendue de leur marge de manœuvre. Finalement, le septième élément se rapporte aux rapports finaux rendus par les intervenants et intervenantes socio-judiciaires. Il a ainsi été question d'identifier le contenu des rapports, leurs rubriques et les raisons dictant le choix du contenu. À cet égard, la grille d'entretien représente un support favorisant et orientant l'échange. En effet, il a été proposé, conformément à la réalisation d'entretiens semi-directifs, que les personnes interrogées parlent de manière relativement libre et mobilisent éventuellement des exemples concrets. Ce choix a été retenu pour tenter de révéler, en creux, les pratiques, les ajustements et les positionnements des agents et agentes de probation.

Une attention particulière a été portée à interviewer des intervenants et intervenantes ayant des caractéristiques personnelles et professionnelles contrastées, variant en fonction de leur domaine de formation, leurs années d'expériences en tant qu'agent et agente de probation, leurs expériences professionnelles précédentes, leur âge et leur genre. Il est attendu que cette approche permette d'examiner si l'expérience des personnes interrogées relative à l'injonction à l'évaluation et à la gestion du risque est différente, avec des points de tensions autres, et si les ajustements adoptés divergent ou non. Ainsi, la première personne interrogée occupe cette

fonction depuis plus de dix ans au sein de la Probation jurassienne. Elle est âgée entre 50 et 60 ans et est issue d'une formation en travail social. Elle a, par ailleurs, eu des expériences professionnelles antérieures dans divers domaines du travail social. La deuxième personne, âgée entre 25 et 35 ans, a emprunté la voie universitaire dans son cursus de formation. Elle a ainsi effectué un Bachelor en sociologie, puis un Master en criminologie. Elle exerce son activité auprès de la Fondation vaudoise de probation depuis moins de 5 ans. La troisième personne rencontrée est employée par la Fondation vaudoise de probation depuis plus de 5 ans. Elle est âgée entre 50 et 60 ans et a suivi une formation en éducation. Elle a par ailleurs travaillé dans diverses institutions sociales. La quatrième personne interviewée est également âgée entre 50 et 60 ans et a suivi une formation d'assistante sociale. Après plusieurs expériences professionnelles dans le domaine du travail social, elle intègre sa nouvelle fonction au sein de la Probation jurassienne il y a moins de 5 ans. La cinquième personne, âgée entre 25 et 35 ans, a obtenu un Bachelor en psychologie et un Master en criminologie avant de réaliser un stage dans un office de probation. Elle a débuté il y a moins de 5 ans en tant qu'agente de probation au sein de la Fondation vaudoise de probation, sans autre expérience professionnelle préalable. Finalement, la dernière personne rencontrée, active au sein de la Probation jurassienne depuis moins de 5 ans, est âgée entre 25 et 35 ans. Après un apprentissage d'employée de commerce, elle a réalisé un Bachelor en travail social avec une spécialisation dans l'orientation service social. Elle ne présente pas de parcours professionnel antérieur.

Ci-après un tableau récapitulatif des profils des personnes rencontrées :

	Âge	Office	Formation	Expérience dans la fonction	Expérience(s) prof. antérieure(s)
Entretien 1	50-60	JU	Travail social	Plus de 10 ans	Oui, dans TS
Entretien 2	25-35	FVP	Criminologie	Moins de 5 ans	Oui
Entretien 3	50-60	FVP	Travail social	Entre 5 et 10 ans	Oui, dans TS
Entretien 4	50-60	JU	Travail social	Moins de 5 ans	Oui, dans TS
Entretien 5	25-35	FVP	Criminologie	Moins de 5 ans	Non
Entretien 6	25-35	JU	Travail social	Moins de 5 ans	Non

Chaque entretien a, par la suite, été retranscrit dans sa totalité et analysé à la lumière des concepts de désistance et de nouvelle pénologie explicités précédemment, et sur la catégorisation en trois modèles d'intervention proposée par De Larminat (2012).

Enfin, toujours au titre des clarifications méthodologiques, s'imposent encore quelques considérations quant à ma posture personnelle dans le cadre de cette étude. Travaillant en qualité d'agente de probation depuis trois ans et demi, différents questionnements et enjeux surgissent, et ce dans les trois étapes de réalisation du travail de Master : l'élaboration du projet, les enquêtes sur le terrain et l'analyse des résultats obtenus. Effectivement, d'une part le souhait premier d'appréhender les tensions ressenties lors de mon activité professionnelle, tensions entre, d'un côté, les valeurs traditionnellement assignées au travail social telle que la relation d'aide ou encore l'empathie, et, de l'autre, l'injonction de l'évaluation et de la gestion du risque selon une approche criminologique et statique. En effet, je m'inscris dans mon activité en étant issue d'une formation HES en travail social, précédée de quelques années d'un cursus universitaire en droit avec un cours de sensibilisation à la criminologie. Ce parcours double nourrit certainement mes questionnements, en ce sens que je m'interroge sur la cohabitation à offrir au travail social et à la criminologie. D'autre part, sur le terrain, soit notamment lors des entretiens, j'ai pris soin de porter une attention particulière à la place que j'ai occupée. Afin d'être congruente et, compte tenu du fait que je connaissais un certain nombre d'agents et agentes de probation interviewé-e-s, il s'est avéré important d'indiquer aux professionnels et professionnelles rencontré-e-s que j'exerçais moi-même cette fonction. Toutefois, j'ai systématiquement tenu à souligner que, pour les besoins de l'enquête menée, je me devais d'adopter une posture scientifique, ce qui suppose, entre autres choses, qu'ils et elles me parlent de leur pratique comme si je découvrais la probation. Finalement, lors de l'analyse des données récoltées et de la discussion qui s'en est suivie, j'ai dû éviter, autant que faire se peut, de surinterpréter les résultats obtenus. En d'autres termes, j'ai tâché de ne pas analyser les propos d'autrui à la lumière de ma propre expérience mais bien de tenter de prendre pleinement appui sur ce que les personnes interrogées ont personnellement expérimenté.

#### **4. Les positionnements et pratiques des agents et agentes de probation face aux catégories du « travailleur social », du « contrôleur » et du « criminologue »**

Sur la base des données récoltées dans le cadre des six entretiens effectués, il s'agit désormais de déterminer si la catégorisation en trois modèles d'intervention proposée par De Larminat (2012) trouve ou non confirmation, à savoir le « travailleur social » (p. 33) , le « contrôleur » (p. 34) et le « criminologue » (p. 35).

#### **4.1. L'identité professionnelle**

L'analyse peut être initiée en lien avec la perception que les différentes personnes interrogées ont de leur parcours de formation, dans la mesure où celui-ci colore, à tout le moins en partie, leur identité professionnelle, influant ensuite sur leurs pratiques. À ce propos, il apparaît d'emblée que les travailleurs sociaux et travailleuses sociales considèrent leur formation propre comme un avantage pour l'exercice de la fonction d'agent et agente de probation. La raison est que, selon elles et eux, le suivi des probationnaires ne saurait se faire sans nouer une relation de confiance. L'une des personnes interviewées estime ainsi que « c'est bien d'avoir étudié le travail social, car on doit quand même continuer de considérer la personne », ajoutant qu'une telle formation permet d'être attentif ou attentive à des aspects perçus comme « humains » ou « sociaux » (entretien 6). Les valeurs défendues par cette même personne sont donc « le respect, l'écoute, le non-jugement » (entretien 6). Elles font écho à celles soulignées par une autre personne issue du travail social : « le respect de l'autre, le respect de l'être humain », auxquels sont ajoutées l'empathie et la bienveillance (entretien 3).

Pour autant, les travailleurs sociaux et travailleuses sociales se disent conscient-e-s que le métier d'agent et agente de probation ne peut être exercé en mobilisant uniquement des outils spécifiques d'une formation en travail social, tels que l'écoute empathique et l'absence de jugement. En effet, le suivi des probationnaires implique un cadrage perçu par les travailleurs sociaux et travailleuses sociales comme du contrôle ou une surveillance risquant de porter atteinte à l'aspect relationnel de leurs pratiques. Aussi ces professionnel-le-s disent faire preuve de vigilance afin de conserver autant que possible leur « fibre sociale » et développer ou préserver le lien avec le ou la probationnaire. De manière intéressante, l'une des personnes interrogées dit rappeler à ses probationnaires qu'elle est travailleuse sociale lorsqu'elle pose un cadre, lequel est perçu comme une surveillance par ces derniers et dernières. Le statut du travailleur social et de la travailleuse sociale est donc lui-même utilisé aux fins d'atténuer la composante « contrainte » de la fonction d'agent ou agente de probation, ce qui repose sur l'idée qu'un tel statut est, en soi, perçu par les tiers comme un modèle d'accompagnement soutenant plutôt que contrôlant. Une personne interrogée issue du travail social et ayant des collègues criminologues met en lumière le contraste entre les deux types de profils et leur pratique différenciée, tout en l'expliquant au regard de leurs formations distinctes. Elle juge que les criminologues sont « très crimino », c'est-à-dire essentiellement préoccupé-e-s par le



risque de récidive, inconscient-e-s de la nécessité d'appréhender la situation globale du ou de la probationnaire, et menant des entretiens plutôt directifs, voire analytiques (entretien 3).

Les criminologues elles-mêmes et eux-mêmes s'accordent à souligner l'influence de leur formation sur leurs pratiques en tant qu'agents et agentes de probation. L'une des personnes criminologues interrogées explique : « Les études en crimino elles te préparent à appréhender des grilles d'évaluation, à comprendre des études académiques, à évaluer des facteurs de risques, tout est très très théorique et on ne t'apprend pas comment t'asseoir devant quelqu'un qui a peut-être fait 15 ans de prison » (entretien 2). En adéquation avec le modèle du ou de la criminologue proposé par De Larminat, cette même personne dit « interpr[éter] les personnes en termes de facteurs de risque ou de leur environnement, finalement leur probabilité de récidiver » (entretien 2). La seconde personne issue de la criminologie interrogée estime également important de connaître les facteurs de risques principaux, qui constituent des outils qu'elle « aime mobiliser dans [s]a pratique » (entretien 5). Elle évoque de surcroît sa tendance à mettre l'accent sur les éléments pénaux, estimant avec certitude que l'approche d'une situation diffère parmi ses collègues en fonction de leur *background*, soit en travail social, soit en criminologie (entretien 5). Une différence résiderait aussi dans la manière dont les agents et agentes de probation se présentent et décrivent leur rôle aux probationnaires : ses collègues issu-e-s du travail social se positionnent alors comme des travailleurs sociaux et travailleuses sociales et non des agents et agentes de probation, ce qui, aux yeux de cette personne issue d'une formation en criminologie est favorable à la création d'un lien. Pour cette même raison mais *a contrario*, elle ne s'introduit donc pas en tant que criminologue et présente plutôt le service de probation dans lequel elle travaille (entretien 5).

#### **4.2. Les missions de surveillance et de soutien de la fonction d'agent et agente de probation**

S'agissant ensuite de la dimension « contrainte » du métier, celle-ci semble mieux accueillie par les criminologues que les assistants sociaux et assistantes sociales, du moins par l'un-e de ces professionnels et professionnelles, qui estime que « la notion de contrôle fait partie de l'agent de probation » ; si il-elle nuance cela en précisant qu'il s'agit à ses yeux davantage d'un « contrôle de l'équilibre de la situation » plutôt que de la personne elle-même, il n'en demeure pas moins que l'emphasis demeure ici placée sur le contrôle (entretien 2). La dimension sociale, qui se matérialise surtout dans l'accompagnement et le soutien selon les assistants sociaux et

les assistantes sociales, semble en outre être perçue différemment par cette personne criminologue, pour qui le « côté plus social de mon travail est de leur expliquer toujours pourquoi je leur pose telle question, y compris en termes de facteurs de risque et de protection » (entretien 2). Cette composante sociale n'est donc ici pas présentée comme un soutien en tant que tel, mais plutôt comme une certaine transparence quant aux questions posées, avec une préoccupation toujours pour les facteurs de risque et de protection, c'est-à-dire des éléments standardisés. Or, la personne concernée admet avoir rapidement réalisé que la fonction d'agent et agente de probation est un « métier d'humain à humain et donc particulièrement difficile à standardiser, [...] à l'opposé des sciences criminelles » (entretien 2).

Mais le caractère hybride du métier – reposant à la fois sur l'accompagnement et le contrôle – peut similairement s'avérer déroutant pour les personnes formées en travail social. L'une d'elles concède : « ce volet contrainte, je me demandais comment j'allais réagir » (entretien 3). La solution trouvée par la personne interviewée pour composer avec cette dimension moins familière au travail social a été d'envisager la contrainte comme une forme d'aide. Dans une même veine, une autre personne issue d'une formation en travail social estime avoir des outils en tant qu'agent ou agente de probation pour que la « partie contrainte », sans être certes du soutien social, soit « ressentie comme bénéfique par la personne » (entretien 1). Le discours d'un-e troisième assistant ou assistante social-e traduit une même logique : « Cette contrainte, ce cadre est une magnifique opportunité d'entrer en relation » (entretien 4). Ceci laisse entrevoir un important attachement au modèle du travailleur social ou de la travailleuse sociale proposé par De Larminat, dans le sens où des éléments étrangers au travail social – ici la contrainte – sont adaptés ou redéfinis à travers la lunette du travail social, soit assimilés à des valeurs typiques de ce dernier.

Toujours est-il que, dans les faits, le modèle du travailleur social ou de la travailleuse sociale, tel que défini par De Larminat, ne se retrouve pas totalement parmi les agents et agentes de probation issues de ce domaine, puisqu'ils et elles doivent endosser la double casquette de l'aide-contrainte. De la même manière, le modèle du ou de la criminologue s'efface au profit d'une identité professionnelle plus « sociale ». Ce qui doit être souligné à cet égard est que les agents et agentes de probation évoluant dans une équipe composée à la fois de criminologues et de travailleurs sociaux et/ou travailleuses sociales disent avoir appris les un-e-s des autres. Une personne issue du travail social explique par exemple avoir « appris le volet pénal » avec ses collègues criminologues (entretien 3), alors qu'une personne criminologue demande

généralement conseil à ses collègues travailleurs sociaux et travailleuses sociales quant à la manière de cadrer un ou une probationnaire qui parle trop ou pas assez en entretien (entretien 2). Le constat est donc celui d'une alliance entre les connaissances de la criminologie et du travail social, d'une transmission de savoirs entre les collègues d'une même équipe.

Si l'on prend du recul pour évaluer cette « dualité » de la fonction d'agent et agente de probation décrite par les personnes interrogées, il semblerait qu'elle soit perçue comme l'effet d'une *évolution* du métier, sous l'influence des méthodes/outils d'évaluation et de gestion du risque, et guidée par l'idée directrice de la désistance. Une personne issue d'une formation sociale utilise l'image d'un « curseur » s'étant progressivement déplacé du côté de la contrainte et du contrôle, s'éloignant de celui – originel – de l'aide (entretien 1), en parallèle avec une multiplication des expertises psychiatriques et des évaluations criminologiques dans les jugements ou décisions des autorités, également ressentie par une seconde personne issue du travail social (entretien 3) et noté par une personne criminologue (entretien 5). Une autre personne formée en travail social estime que, plus le temps de travail à disposition vient à diminuer, plus l'aspect soutien social disparaît et, inversement, le contrôle se renforce (entretien 6). Au-delà du fait que ces visions suggèrent une opposition entre les aspects « aide » et « contrainte » et que toutes les personnes interrogées s'accordent sur un manque croissant de temps et de moyens à disposition des agents et agentes de probation, il faut constater que le curseur ne se déplace pas dans un sens identique selon que la personne concernée provient du travail social ou de la criminologie. Ainsi, après avoir admis sa volonté d'avoir un contrôle sur le ou la probationnaire, une personne criminologue explique avoir de plus en plus fréquemment des mandats d'assistance de probation de longue durée, qui seraient mieux assumés par des éducateurs sociaux ou éducatrices sociales que par des criminologues : « les personnes que je suis pendant 5 ans, elles ne me perçoivent plus comme un agent de probation et moi-même je ne me perçois plus comme agent de probation mais comme un éducateur. Et je ne suis pas du tout formé pour ça » (entretien 2). Par ailleurs, au contraire des assistants sociaux et assistantes sociales actifs et actives en qualité d'agent et agente de probation, cette personne criminologue relève la rareté à son sens des évaluations criminologiques. Force est donc de constater une véritable ambivalence dans la perception du métier d'agent et agente de probation. Les propos des personnes interrogées montrent aussi que la double-casquette n'est pas si aisée à porter et que le *pedigree* professionnel des agents et agentes de probation reste étroitement lié à leur domaine de formation, avec la difficulté de devoir composer avec des valeurs et des outils auxquels ils et elles n'ont pas été sensibilisés.

#### **4.3. La question de la mobilisation des outils criminologiques**

Dans la mesure où la profession traverse dernièrement des transformations principalement liées à l'arrivée d'outils criminologiques, une attention particulière doit être portée à leur mobilisation (ou non) par les professionnels et professionnelles interviewé-e-s, tout comme leur gestion du risque de récidive. Il ressort alors des entretiens menés que, de manière générale, les criminologues se sentent moins lié-e-s par les évaluations criminologiques que les professionnels et professionnelles issue d'une formation en travail social, qui du reste tendent à attacher plus d'importance aux évaluations criminologiques qu'aux expertises psychiatriques. Une personne formée en criminologie explique ainsi ne pas se sentir contrainte par l'évaluation criminologique et ne pas lui donner d'importance particulière par rapport au reste des éléments du dossier pénal (entretien 5), une autre admettant sans détour n'avoir « aucun souci de ne pas totalement suivre l'évaluation criminologique », notamment parce que les conclusions proposées par les évaluateurs et évaluatrices sont logiques pour une personne ayant suivi un parcours de formation en criminologie (entretien 2).

En revanche, une personne issue du travail social juge les évaluations criminologiques « importantes », dès lors qu'elles permettent « d'apporter des points de vigilance » et « des pistes d'action », agissant comme un « cadre » pour l'accompagnement dans un parcours de sortie de la délinquance (entretien 6). De la même manière, une autre personne du même domaine considère les évaluations criminologiques comme un « guide », en précisant s'intéresser principalement aux recommandations qu'elles contiennent (sans égard pour les échelles) – bien que, dans les faits, ses préoccupations en qualité d'agent ou agente de probation soient avant tout de trouver un logement et un travail pour la personne (entretien 3). Plus encore, le discours d'une troisième personne formée en travail social laisse apparaître une vision du ou de la criminologue comme détenteur ou détentrice d'un savoir intrinsèquement légitime car résultant d'un parcours d'études académiques et universitaires : « C'est des personnes mieux formées que moi sur ces aspects spécifiques, alors je pense que là il faut en tenir compte », cette personne soulignant son « respect personnel envers cette profession où ils ont des études et tout que nous on a pas en tant qu'assistants sociaux et qui permettent d'analyser d'une façon plus fine les situations » (entretien 1). Il semblerait de surcroît qu'il en découle une certaine pression et un certain impératif à suivre les conclusions des évaluations criminologiques présentes dans le dossier pénal, et ce aussi afin de « se protéger en tant qu'agent de probation », en particulier vis-à-vis du politique depuis les affaires dites Adeline et Marie (entretien 1). En cela,

l'évaluation criminologique devient un moyen de « légitimation du travail social » lui-même, selon la personne concernée (entretien 1).

#### **4.4. Les cadres d'intervention**

S'agissant ensuite du (des) cadre(s) éventuellement prescrit(s) par les obligations ordonnées par les autorités judiciaires et au sein du (desquels) les pratiques des agents et agentes de probation s'implémentent, l'ensemble de ces derniers et dernières reconnaissent ce phénomène de cadrage mais expliquent conserver une certaine marge de manœuvre à l'intérieur de celui-ci. L'une des personnes interrogées formée en travail social explique ainsi que, du fait des règles de conduite et des mesures, « le cadre de travail est clair » mais que « dedans, on peut travailler un peu comme on l'entend » et faire preuve d'une certaine créativité (entretien 4). Pour les intervenants et intervenantes formé-e-s en travail social, l'enjeu semble plus précisément de parvenir à développer l'aspect social de leur fonction tout en voyant leurs pratiques limitées par les règles de conduite ou mesures de substitution prononcées par les autorités de poursuite pénale et judiciaires et par les prescriptions légales. Dans les mots d'une personne ayant un parcours de formation sociale : « Les obligations légales, règles de conduite et mesures de substitution, cadrent ma pratique et, au sein de ce cadre, j'essaie d'apporter un soutien social » (entretien 6). La tâche serait toutefois rendue difficile par la mission de prévention de la récidive qui incombe aux agents et agentes de probation, notamment à travers une surveillance du respect des règles imposées aux probationnaires : « Je me rends compte que je suis moins dans le social, je suis plus dans le faire, à attester que tout va bien, que les règles sont respectées » (entretien 6). Dit différemment par un autre agent ou une autre agente de probation formé-e en travail social mais avec la même nuance, « la marge de manœuvre, ça, c'est clair qu'on l'a, mais voilà... » (entretien 3). L'un d'elles et eux, travaillant dans le service de probation jurassien, évoque des disparités cantonales, en estimant que la séparation stricte entre exécution des peines et mesures et probation est un avantage car cela leur « permet de garder cette place du social » au sein des suivis d'assistance de probation (entretien 1). Il-elle procède à une comparaison avec d'autres cantons où les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales actifs et actives en tant qu'agent et agente de probation se font rares dans les services de probation (fait également relevé par une personne criminologue interrogée qui constate une tendance telle qu'il y a de plus en plus de criminologues [entretien 5] au sein des offices de probation), ce qui l'interroge quant à la préservation d'une dimension sociale dans l'exercice de la fonction d'agent et agente de probation. Se disant rassurée que le processus d'évaluation criminologique ROS n'ait pas été

adopté en Suisse romande, cette personne estime malgré tout qu'il est aujourd'hui nécessaire de « toujours se battre en tant qu'assistant social pour garder la personne au centre » (entretien 1). Ces entretiens tendent donc à mettre en lumière le fait que les effets de cadrage des prescriptions de la loi et des instances de poursuite pénales, de jugement et les autorités d'exécution des sanctions sont nettement ressentis par les agents et agentes de probation issues d'une formation en travail social, deux d'entre elles et eux allant jusqu'à procéder à une comparaison entre leur propre situation et celle des probationnaires : « les règles de conduite sont tant imposées au probationnaire qu'à nous, en quelque sorte » (entretien 1) ; « [...] on est aussi mandaté, on est aussi sous contrainte, nous » (entretien 4). Dans un même ordre d'idées, une autre personne formée en travail social admet que le poids des règles de conduite pour les probationnaires devient également un poids pour les agents et agentes de probation (entretien 3).

Le discours des criminologues interrogée-e-s suggère une marge de manœuvre similaire à l'intérieur du cadre prescrit, mais sans témoigner d'un même rapport « conflictuel » à celui-ci. En effet, une personne issue d'un parcours de formation en criminologie explique par exemple s'« inscri[re] au sein d'un cadre de respect de la loi », ajoutant également : « pour moi le respect de la loi c'est important et ils [les probationnaires] sont aussi là pour apprendre ça » (entretien 2). La manière dont cette même personne décrit l'articulation entre les dimensions « sociale » et « contrôle » de la fonction d'agent et agente de probation diffère en outre de celle présentée par les travailleurs sociaux et travailleuses sociales. Alors que ces derniers et dernières perçoivent les règles de conduite et les mesures de substitution comme un cadre dans lequel l'aspect social peut être développé, la personne formée en criminologie estime quant à elle que « l'aspect social est ce qui enrobe finalement un aspect un peu plus contrôlant qui est de s'assurer que la personne va respecter ses règles de conduite » (entretien 2). En d'autres termes, il semblerait que, pour les agents et agentes de probation formé-e-s en travail social l'aspect social soit le cœur de leurs pratiques, lesquelles sont toutefois délimitées par les règles de conduite et autres prescriptions légales et judiciaires ; pour la personne criminologue, à l'inverse, le côté contrôlant – le cadre – est au centre et est « enrobé » par un aspect social de sa fonction (entretien 2). La logique apparaît donc distincte, voire inversée, ce qui pourrait aussi traduire un ordre de priorités différent. La dernière personne issue de la criminologie interviewée semble enfin se positionner à mi-chemin, en estimant avoir une marge de manœuvre pour réaliser un accompagnement à l'intérieur du cadre, utilisant l'expression de

« surveillance bienveillante » pour décrire sa fonction d'agent ou agente de probation (entretien 5).

Les criminologues sont en outre les seul-e-s à se référer au Plan d'assistance de probation (PAP), que l'un-e d'entre eux-elles décrit alors comme l'outil propre aux « co-constructions » et dans lequel il-elle accepte de permettre aux probationnaires d'ajouter ce qui, pour eux ou elles, constituent des facteurs de risque et de protection (entretien 2). Quoi qu'il en soit, l'approche des personnes formées à la criminologie révèle un formalisme plus prononcé que chez les travailleurs sociaux et travailleuse sociales interrogé-e-s. Un autre élément qui apparaît chez un corps professionnel et fait défaut chez l'autre est relatif aux règles de conduite : alors que deux agents et agentes de probation formé-e-s en travail social déclarent se sentir plus à l'aise dans leur relation avec leurs probationnaires du fait que les règles de conduite ne découlent pas de leur propre décision (entretiens 3 et 4), aucun-e des criminologues interrogé-e-s n'évoque ce point.

Pour ce qui est justement des règles de conduite, les professionnels et professionnelles interrogé-e-s ont été appelé-e-s à se prononcer sur leur comportement en cas d'irrespect desdites règles par les personnes suivies dans le cadre de mandat d'assistance de probation. À cet égard, tant les travailleurs sociaux et travailleuses sociales que les criminologues disent faire preuve d'une certaine mesure et flexibilité quant à l'opportunité de dénoncer ou non les manquements constatés. Les personnes rencontrées ayant un parcours de formation en travail social tendent ainsi à discuter avec le ou la probationnaire du non-respect de la règle, afin de trouver une solution (entretien 6), du moins aussi longtemps que la personne collabore et ne récidive pas (entretien 3). Il n'est toutefois pas possible d'en tirer une pratique générale parmi les travailleurs sociaux et travailleuses sociales puisque l'un-e d'entre elles et eux dit catégoriquement donner des avertissements dans le cas où une personne probationnaire censée être abstinente contrevient à la règle de conduite en consommant des stupéfiants (entretien 1). Par ailleurs, l'une d'elles ajoute également que le signalement permet une protection: « on ne pourra pas nous dire : vous n'avez pas fait ci ou ça » (entretien 3).

Une personne issue de la criminologie se décrit, quant à elle, comme « quelqu'un qui avertit », et ce par l'envoi de lettres écrites avec transmission d'une copie à l'Office d'exécution des sanctions pénales (entretien 2). C'est ici le modèle du contrôleur ou de la contrôlease pensé par De Larminat qui s'exprime, bien qu'avec une certaine nuance puisque la personne concernée

précitée précise faire généralement une pesée d'intérêts avec la hiérarchie avant de procéder à un avertissement et ne pas dénoncer systématiquement au canton d'origine si d'autres éléments semblent prioritaires (p. ex. la santé du ou de la probationnaire) ; pour autant, elle estime qu'il y a des règles fermes et que le ou la probationnaire doit collaborer avec le service de probation, à moins d'« a[voir] des ennuis » (entretien 2). La seconde personne formée en criminologie interviewée se montre quant à elle moins stricte en expliquant toujours informer le ou la probationnaire concernée avant d'agir (entretien 5).

Dans un dernier temps, la question des rapports finaux rédigés et rendus par les agents et agentes de probation ont été abordés avec ces derniers et dernières. Ceci révèle une certaine disparité dans le contenu desdits rapports, suivant si l'auteur ou l'auteure est issu-e d'une formation en travail social ou en criminologie. Effectivement, l'une des personnes criminologues explique formuler les rapports finaux en termes de facteurs protecteurs et de risques, précisant renvoyer au Plan d'assistance de probation, ajouter les éléments sociaux (logement, famille, emploi), puis développer le suivi probatoire où elle entreprend de « faire [s]on interprétation de l'attitude du monsieur qui s'est montré désobligeant » (entretien 2). La seconde personne criminologue indique faire également référence au Plan d'assistance de probation, dont l'avantage est selon elle de formaliser les rapports, cette structure répondant probablement aux attentes des autorités judiciaires (entretien 5).

Deux des personnes interrogées issues du travail social indiquent quant à elles mettre l'accent sur les règles de conduite et les mesures de substitution à respecter dans leurs rapports, en tâchant de ne pas relever uniquement les points négatifs (entretien 6), voire en insistant davantage sur les points positifs (entretien 4). Une seule des personnes formées en travail social décrit une approche plus formaliste, en s'appuyant sur des grilles criminologiques depuis ses formations LSCMI et SAPROF, bien qu'elle n'ait jamais eu de retour des acteurs et actrices judiciaires quant à l'utilité de tels outils pour eux et elles (entretien 1). L'absence de retour sur les rapports de la part des autorités est d'ailleurs une généralité pour toutes les personnes interrogées, qui n'en ont jamais bénéficié.

#### **4.5. Les positionnements et les pratiques hybrides des agents et agentes de probation**

Parvenue au terme de notre étude et considérant ses résultats, nous faisons principalement un constat général, soutenu par l'ensemble des données analysées : aucun des trois idéaux-types



proposés par De Larminat ne se vérifie tel quel chez les professionnels et professionnelles interrogé-e-s. Effectivement, les six personnes rencontrées semblent plutôt s'inscrire à la croisée desdits modèles, empruntant en particulier à celui du travailleur social ou de la travailleuse sociale et à celui du ou de la criminologue. Les agents et agentes de probation apparaissent ainsi plus hybrides que ceux et celles décrits par De Larminat. Ce « phénomène » peut selon nous être expliqué par une spécificité de la fonction d'agent et d'agente de probation, mainte fois évoquée par l'ensemble des professionnels et professionnelles interviewé-e-s : la « double-casquette » inhérente à cette fonction qui suppose une forme d'aide-contrainte des bénéficiaires, un aspect de soutien d'un côté et une dimension de contrôle de l'autre (entretiens 1, 2, 3, 4, 5 et 6). La première de ces deux casquettes – le soutien – chapeaute le modèle du travailleur social ou de la travailleuse sociale, alors que la seconde – la contrainte – se rapproche du modèle du contrôle, tout cela se jouant dans un contexte professionnel qui est aujourd'hui largement dicté par la nouvelle pénologie qui appelle à la mise en œuvre du modèle du ou de la criminologue.

Face à ce panachage de modèles, l'enjeu pour les agents et agentes de probation semble alors être dans la recherche d'un équilibre entre ces casquettes. Cette préoccupation se devine en effet dans les discours des professionnels et professionnelles interrogé-e-s, qu'ils ou elles soient issu-e-s du travail social ou de la criminologie. Deux personnes entendues et provenant du travail social confient ainsi, tout en se disant persuadées qu'il est possible d'incarner les deux fonctions (contrôle et soutien), que la difficulté revient à « trouver un équilibre » entre elles (entretiens 1 et 6). La position de la première personne criminologue interrogée est semblable sur ce point : « tout l'enjeu était d'allier les deux » (entretien 2). Dans un même ordre d'idées, la seconde personne formée en criminologie souligne les « tensions » induites par la double casquette des agents et agentes de probation (entretien 5), ce qui à nouveau laisse penser que seul un équilibre entre les différentes injonctions puisse résoudre ces difficultés. À ce propos, les entretiens menés révèlent certaines « stratégies » des agents et agentes de probation pour allier les deux casquettes : la transparence, soit poser le cadre clairement vis-à-vis du ou de la probationnaire tout en expliquant la vocation au soutien, c'est-à-dire expliciter les deux facettes du métier (entretiens 3, 4 et 6) ; et la composition d'équipe pluridisciplinaires (entretien 5). En tout état de cause, l'enjeu semble donc être de naviguer entre les différents modèles théorisés par De Larminat, sans jamais s'enfermer dans un seul de ceux-ci, avec toute la complexité d'une telle tâche bien sûr.

La recherche d'un équilibre entre les trois modèles proposés par De Larminat mise en avant par les résultats présentés précédemment offrent l'opportunité d'ouvrir la réflexion sur ce « juste » milieu que les agents et agentes de probation tentent, inconsciemment ou explicitement, d'atteindre. À cet égard, il est intéressant de noter qu'il ressort notamment des études menées par Trotter (2010) que l'équilibre entre travail social, criminologie et contrôle sont des facteurs propices à diminuer le risque de récidive. Ainsi, Trotter (2010) observe qu'en cas d'éventuels manquements aux obligations pénales, les personnes délinquantes suivies par les services de probation sont plus à même d'effectuer des apprentissages et modifier leurs comportements délictueux si les agents et agentes de probation en charge du mandat mobilisent des ressources positives – par exemple, le souhait d'essayer de comprendre les causes desdits comportements, la reconnaissance de l'existence de sentiments négatifs – que les professionnels et professionnelles qui demeurent dans la sanction et suscitent un sentiment de critique chez le ou la probationnaire. Dans le même ordre d'idées, faire une abstraction totale des éventuels manquements ou comportements criminogènes mèneraient à des risques de récidive plus accrus (Trotter, 2010).

Cette recherche d'un équilibre apparaît également judicieuse dans l'identification et le traitement des facteurs de risque et des facteurs protecteurs. Effectivement, il convient de noter que les meilleurs résultats offrant une diminution du risque de récidive et une réinsertion sociale positive des personnes sous mandat d'assistance de probation résultent d'une alliance entre la mise en lumière des besoins criminogènes, selon les savoirs criminologiques, et le soin apporté à la relation d'aide permettant de favoriser le déploiement d'une collaboration forte entre l'agent ou l'agente de probation et le ou la probationnaire (Trotter, 2010). L'objectif, dans ce cadre, est alors de travailler selon une méthode de coopération en prenant en compte et en travaillant également sur la perception que la personne suivie a des problèmes et enjeux qu'elle rencontre. Cet entrecroisement de la criminologie et du travail social représente un accompagnement pertinent pour soutenir une sortie de la délinquance (Trotter, 2010). Par ailleurs, la création du lien de confiance et de la relation de travail semble passer par un comportement pro-social de la part de l'agent ou de l'agente de probation face au ou à la probationnaire, soit par l'adoption d'un langage corporel positif, en complimentant la personne accompagnée sur des éléments positifs ou encore en suscitant un sentiment de confiance chez le ou la probationnaire qui honorent les rendez-vous fixés ou encore entreprennent les démarches administratives devant être effectuées. Ainsi perçu, l'agent ou l'agente de probation doit être un modèle pro-social aux yeux du ou de la probationnaire (Trotter, 2010). De plus,

pour favoriser une réinsertion sociale et un parcours de sortie de la délinquance, s'ajoute à ce qui précède la nécessité de clarifier et préciser la fonction de l'agent ou l'agente de probation aux yeux de la personne suivie. En effet, il s'agit de présenter au ou à la probationnaire cette fonction au croisement du soutien social, de la prise en compte des aspects criminologiques et du contrôle du respect des obligations pénales ordonnées par les autorités judiciaires (Trotter, 2010). Nous rappelons à ce dernier propos que les professionnels et professionnelles interrogé-e-s ont précisé majoritairement procéder à une clarification de leur mandat et de leur « double-fonction » dès les premières rencontres avec les probationnaires suivi-e-s. Une différence semble toutefois être relevée entre elles et eux quant à la *manière* de se présenter. Ceci emporte d'ailleurs la question de savoir si une approche davantage uniformisée ou standardisée pourrait être pertinente dans ce contexte.

Pour en revenir aux constats de Trotter (2010) et en résumé, les accompagnements qui se fondent exclusivement sur le modèle du travailleur social ou de la travailleuse sociale en situant, au centre du suivi, des valeurs telles que le travail relationnel, l'empathie ou encore l'échange, laissent présager une moins grande capacité de diminuer les risques de récidive et de favoriser la réinsertion sociale. Dans le même ordre d'idée, les suivis qui se basent uniquement sur le contrôle, la répression des transgressions (suivant le modèle du contrôleur ou de la contrôleuse) ou sur la recherche d'éléments permettant d'émettre des hypothèses de passage à l'acte (selon le modèle du ou de la criminologue) ne sont pas plus propices à diminuer les risques de récidive et encourager la réinsertion (Trotter, 2010). C'est bien quand les agents et les agentes de probation mobilisent ces trois modèles, respectivement que les probationnaires perçoivent les professionnels et professionnelles comme étant soutenant-e-s et contrôlant-e-s, que les résultats sont « substantiellement meilleurs » (Trotter, 2010, p. 374), dans le sens où ils favorisent davantage la réinsertion sociale et la sortie de la délinquance (Trotter, 2010). Dans la même veine, McNeil (2006) met en avant la pertinence que les « offender management services need to think of themselves less as providers of correctional treatment (that belongs to the expert) and more as supporters of desistance processes (that belong to the desister) » (p. 46). Il n'apparaît dès lors pas surprenant que les agents et agentes de probation interrogé-e-s dans le cadre de la présente étude recherchent leur positionnement et naviguent au sein des trois modèles proposés par De Larminat. Au fond, ce qui précède laisse finalement apparaître la pertinence d'avoir des équipes de professionnels et professionnelles interdisciplinaires favorisant l'échange de connaissances et de compétences.

## **5. Les limites et les perspectives de la recherche**

Il doit d'emblée être noté que la recherche menée dans le cadre du travail de Master n'a évidemment pas vocation à être exhaustive et qu'elle ne saurait rendre compte que de la spécificité des terrains étudiés et du matériel soumis à notre analyse. Aussi, une généralisation à l'ensemble de la Suisse n'est pas opportune. En effet, d'une part la présente étude se base sur un corpus de données obtenues dans le cadre de la réalisation d'uniquement six entretiens semi-directifs et, d'autre part les concordats alémaniques sont dotés d'un autre outil d'évaluation et de gestion des risques et l'organisation des services de probation des cantons latins sont distincts des uns des autres, en conséquence de quoi des parallèles ne peuvent être tirés sans une ou des études plus approfondies. Il serait pertinent d'effectuer des recherches qualitatives et quantitatives de plus grande ampleur pour obtenir davantage de renseignements sur les pratiques des agents et agentes de probation en Suisse. Les résultats présentés ici ne peuvent que, modestement, constituer des pistes de compréhension des pratiques des professionnels et professionnelles des services de probation retenus en tant que terrains d'enquête. Dans ce cadre encore, procéder à une comparaison des diverses entités cantonales permettrait potentiellement de mettre en lumière des pratiques et ajustements distincts de la part des agents et agentes de probation en fonction de la structure même des institutions au sein desquelles ils et elles évoluent.

Par ailleurs, en se basant sur la mise en lumière des pratiques des agents et agentes de probation que des études complémentaires et de plus d'importance pourraient apporter, il pourrait apparaître pertinent de proposer une ou des modélisations de prise en charge favorisant les sorties de délinquance en incorporant la manière dont les trois modèles proposés par De Larminat sont mobilisés par les professionnels et professionnelles des services de probation afin de soutenir et renforcer les interventions des agents et agentes de probation.

A cela s'ajoute la question de la publicité et de la portée de la présente étude. En effet, celle-ci n'a pas pour vocation d'être publiciser au-delà du Master. Toutefois, au vu du contexte actuel, des réflexions menées relatives à la redéfinition des pratiques des services d'assistance de probation par les trois projets que sont le Processus latin d'exécution des sanctions orientée vers le risque et les ressources, le Projet pilote Objectif Désistance et le projet de standards nationaux porté par le Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales, se pose la question des fondements scientifiques sur lesquels lesdits projets reposent. En effet, il

apparaît essentiel qu'un état des lieux des pratiques de différents services de probation puissent être réalisé avant que des éventuelles adaptations ou réponses soient apportées dans le cadre des projets précités. Ainsi, des recherches de plus grande envergure permettant d'étayer les réflexions entreprises par les différentes hiérarchies des services de probation et groupes de travail. En effet, il apparaît essentiel que les nouvelles redéfinitions des pratiques se basent sur des données scientifiques.

Finalement, la présente étude donne uniquement la voix aux agents et agentes de probation des services sélectionnés. Or, dans le cadre des mandats d'assistance de probation, c'est bien deux personnes – le ou la probationnaire et l'agent ou l'agente de probation – qui se rencontrent et travaillent ensemble. Il serait dès lors pertinent de poursuivre une recherche en donnant la voix aux autres personnes directement concernées, soit aux personnes suivies dans le cadre d'un mandat d'assistance de probation. En effet, ils et elles demeurent au cœur de l'accompagnement et du processus de désistance. Dès lors, il semblerait nécessaire de questionner leurs perceptions des pratiques des agents et agentes de probation et, plus largement, des politiques pénales. Par ailleurs, il serait également judicieux de les inviter à s'exprimer sur leurs besoins et leurs attentes face à l'assistance de probation. Il est effectivement temps de sortir d'une logique accordant le savoir « expertal » aux professionnels et professionnelles seul-e-s. Les probationnaires demeurent profondément légitimes pour exprimer leurs avis sur les pratiques des agents et agentes de probation et, plus globalement, des offices de probation et politiques pénales. De surcroît, une étude menée auprès des personnes suivies dans le cadre d'un mandat d'assistance de probation permettrait, au-delà de la récolte et de l'analyse de données, d'octroyer un espace aux personnes concernées pour s'exprimer, se raconter et raconter l'assistance de probation avec leurs termes. Les personnes sous main de justice demeurent effectivement bien souvent loin des espaces discursifs et y ont peu accès. Réaliser une telle étude offrirait par conséquent l'opportunité de donner la voix à celles et ceux fréquemment tu-e-s, d'obtenir des données complémentaires pour améliorer les pratiques des agents et agentes de probation ainsi que pour réfléchir les politiques pénales de demain à la lumière des remarques et commentaires judicieux des principaux intéressés et principales intéressées que sont les probationnaires.

## **6. L'intérêt de l'étude pour le travail social : réflexions sur l'avenir de l'assistance de probation**

Dans la mesure où la pratique des agents et agentes de probation reste relativement peu étudiée en Suisse, et plus précisément en Suisse romande, il apparaît intéressant de mener une recherche dans ce domaine afin de contribuer, modestement, à la réflexion et la discussion à ce propos, et plus précisément à propos de la place du travail social au sein des services d'assistance de probation. L'intérêt de ce travail de Master est d'autant plus important qu'il s'inscrit dans le contexte actuel, soit à un moment charnière en Suisse, et spécialement en Suisse romande, puisque trois projets y sont actuellement menés. Ces derniers visent à faire évoluer les pratiques des services de probation et d'exécution des peines et mesures, dont celles des travailleurs sociaux et travailleuses sociales qui y exercent.

Ainsi, les cantons latins développent à ce jour l'outil d'évaluation et de gestion des risques intitulé Processus latin d'exécution des sanctions orientée vers le risque et les ressources. Celui-ci entend harmoniser les pratiques au sein du concordat latin dans le but suivant : représenter un « fil conducteur » (Péquignot, 2018, p. 9) dans les phases d'exécution des sanctions, en développant notamment des outils, des formulaires et des grilles de tri communs aux sept cantons. Dès son achèvement, le Processus latin d'exécution des sanctions orientée vers le risque et les ressources devrait être utilisé par tous les services de probation et les offices d'exécution des peines et mesures romands et tessinois. Cette perspective donne actuellement lieu à une multitude d'interrogations, ce qui offre la possibilité de s'intéresser aux pratiques des agents et agentes de probation alors même qu'ils et elles (ou leur hiérarchie) sont encore en réflexion quant à la direction que l'assistance de probation doit prendre dans le futur. De surcroît, ils et elles utilisent déjà certaines grilles d'évaluation (par exemple PAGRED, LSCMI, SAPROF, etc.), de sorte qu'ils et elles disposent d'un certain recul par rapport à l'utilisation de celles-ci. Par ailleurs, cet outil en devenir est actuellement créé par divers groupes de travail réunissant une palette diversifiée de profils professionnels du terrain, puisque se joignent à la réflexion juristes, psychologues, criminologues et travailleurs sociaux et travailleuses sociales (Péquignot, 2018). Des points de vue différents se rencontrent alors et tentent de converger.

Parallèlement, les cantons latins s'inscrivent depuis février 2019 au sein du projet pilote intitulé Objectif Désistance, soutenu par la Confédération. Ce dernier a pour but que les agents et agentes de probation acquièrent et mobilisent des compétences nouvelles pour accompagner les

probationnaires dans un processus de désistance, en développant et favorisant principalement les facteurs protecteurs. Pour ce faire, le projet pilote Objectif Désistance se décline en trois axes de travail que sont : le renforcement de la motivation au changement chez la personne suivie par l'intervenant ou l'intervenante ; la consolidation de la relation entre le ou la probationnaire et l'agent ou l'agente de probation ; et, finalement, l'intensification du capital social de la personne sous main de justice au sein de sa communauté d'attache (Commission latine de probation, 2018). Le projet pilote Objectif Désistance entend s'intéresser aux facteurs protecteurs des probationnaires et non aux facteurs de risque ou aux éventuelles récidives passées. Il ne tend également pas à mobiliser d'éventuelles grilles d'évaluation ou à émettre des hypothèses de risque de récidive. Le paradigme soutenu par le projet pilote Objectif Désistance s'achemine davantage vers une mise en lumière des pratiques issues du travail social que de la criminologie. Les outils mobilisés dans le projet pilote sont effectivement des instruments traditionnellement utilisés par le travail social, tels que l'entretien motivationnel ou encore la ligne de vie.

S'ajoute à ces deux projets celui mené par le Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales, ayant pour objectifs d'édicter les standards professionnels de l'assistance de probation sur le plan national. Le Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales, en collaboration avec les cantons, élabore ainsi des normes et des recommandations ayant pour vocation de garantir l'égalité de traitement en uniformisant les champs de l'exécution des sanctions pénales et de la probation. Lesdits standards ambitionnent également de garantir la qualité des processus d'intervention et de mobiliser les connaissances ayant « fait leurs preuves dans la pratique » (Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales [CSCSP], s.d.). Les standards relatifs à l'assistance de probation mettent aussi en exergue la nécessité d'homogénéiser, sur le plan national, la professionnalisation des agents et agentes de probation. Les recommandations du Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales auraient ainsi également pour vocation d'offrir des « indicateurs directionnels pour le niveau de performance à viser » (CSCSP, 2021, p. 4).

Partant du contexte actuel précité, les services d'assistance de probation questionnent les pratiques qui dessineront les interventions futures dans le champ de l'exécution des sanctions. Ces trois projets laissent entrevoir des formes de prises en charge différentes entre la mise en avant du tri et de l'évaluation criminologique par le Processus latin d'exécution des sanctions

orientée vers le risque et les ressources, le soutien de la pratique du travail social par le projet pilote Objectif Désistance, et les standards nationaux qui ambitionnent de promulguer un cadre national aux pratiques d'intervention. Le tout, avec une volonté d'harmonisation des pratiques. L'intérêt de la présente étude est ainsi double, soit de questionner, par l'analyse des pratiques des agents et agentes de probation, la place du travail social au sein des offices de probation, mais également de mettre en lumière l'articulation des différents domaines que sont la criminologie et le travail social au sein de l'assistance de probation. En effet, cette cohabitation de la criminologie et du travail social apparaît comme relativement récente et inédite. C'est pourquoi il importe d'identifier les adaptations du travail social au sein de cette transformation. Effectivement, bien que de prime abord une opposition semble par exemple exister entre le Processus latin d'exécution des sanctions orientée vers le risque et les ressources et le projet pilote, un dialogue s'est néanmoins créé. L'illustration la plus marquante de ce fait est l'ajout d'un second « R » synonyme de « ressources » à l'acronyme originel « PLESOR ». Autrement dit, le Processus Latin de l'Exécution des Sanctions Orientées vers le Risque est devenu le Processus Latin de l'Exécution des Sanctions Orientées vers le Risque et les Ressources. Ce dialogue entre deux domaines peut potentiellement représenter les prémisses d'un compromis qui se retrouvera dans les futures pratiques des agents et agentes de probation.

Par ailleurs, il est aisé de noter le besoin des offices de probation de poursuivre le rapprochement de la criminologie et du travail social dans les pratiques des agents et agentes de probation. Pour ce faire, la question de la ou des formations continues se pose et donne tout son sens à la pertinence de mener une telle étude pour le travail social. En effet, les résultats de cette recherche attestent d'un va-et-vient entre la criminologie et le travail social dans les pratiques des agents et agentes de probation. Les travailleurs sociaux et travailleuses sociales tentent de saisir certaines compétences propres aux criminologues alors que ces derniers et dernières mettent en avant leurs difficultés de mener des entretiens sociaux avec les probationnaires. Se pose ainsi la question de savoir quelle(s) évolution(s) le travail social doit entreprendre pour répondre à une prise en charge renouvelée des bénéficiaires conditionnée par un cadre d'intervention nouveau, au croisement de la criminologie et du travail social. L'idée d'une ou de formations continues offrirait l'opportunité de développer des connaissances ciblées pour chaque profil de professionnels et professionnelles ainsi que de créer des ponts entre les domaines de compétences. S'ajoute à cela l'enjeu d'offrir une formation suffisamment précise pour combler les éventuels manques de la formation de criminologue et, inversement, de la formation en travail social, afin d'offrir des compléments pertinents pour la profession



d'agent et agente de probation. Dans ce cadre, il sied de relever la mise sur pied récente d'une formation d'intervenant spécialisé et intervenante spécialisée dans le domaine de la justice pénale par la Haute école de travail social et de la santé Lausanne (ci-après HETSL) (HETSL, s.d.). Par cette formation, la HETSL entend transmettre des savoirs criminologiques et juridiques suffisants pour l'exécution des sanctions pénales et la réinsertion sociale, favoriser le développement de compétences propres à soutenir un processus de désistance – y compris la création d'une alliance de travail avec la personne suivie – et, finalement, promouvoir la coopération entre les diverses institutions partenaires engagées dans l'accompagnement du ou de la probationnaire (HETSL, s.d.). Il convient de noter ici une évolution du travail social, à tout le moins une spécialisation des travailleurs sociaux et travailleuses sociales qui exercent en qualité d'agent et d'agente de probation. S'en suit également une prise en charge nouvelle des bénéficiaires, à l'intersection de la relation d'aide et de l'évaluation criminologique.

## **7. Un retour sur le processus de recherche**

La présente recherche naît tout d'abord de motivations professionnelles et personnelles. En effet, active en qualité d'agente de probation depuis trois ans et demi, j'ai eu l'occasion d'expérimenter personnellement les tensions inhérentes à la rencontre entre l'injonction à l'évaluation et la gestion du risque – qui s'exprime par un comportement d'alerte permanent et de réaction à tout manquement – et les « outils et valeurs » traditionnellement assignés au travail social – que sont notamment l'empathie, l'écoute, la relation d'aide et le lien de confiance. En tant qu'agente de probation issue du travail social, j'ai ainsi le sentiment de me retrouver en porte-à-faux avec les missions de ce champ disciplinaire et celles de la sécurité publique, et ce bien que les unes ne devraient pas obligatoirement faire disparaître les autres et qu'elles pourraient cohabiter. En effet, il peut être admis qu'une relation d'aide et un lien de confiance suffisants sont propres à favoriser les facteurs protecteurs et ainsi à éviter un risque de récidive. Accomplir cette recherche dans le cadre de mon travail de Master m'aura permis de développer de meilleures connaissances de la fonction d'agent et agente de probation mais également de légitimer les aller-retours entre le contrôle et l'accompagnement social dans les suivis d'assistance de probation. Au-delà, l'analyse menée m'a permis de réfléchir ma pratique, de saisir davantage le cadre socio-politique au sein duquel elle se déploie, ainsi que de mettre des mots sur le tiraillement parfois ressenti entre contrôle et accompagnement social.

La réalisation de cette étude s'est concrétisée dans le cadre de multiples activités accomplies durant les deux années écoulées. La première phase s'est avérée relativement exploratoire, me permettant d'identifier les interrogations que j'avais en qualité d'agente de probation mais également en tant que membre participant aux réunions de la Commission latine de probation, l'un des principaux organes du concordat latin relatif à l'assistance de probation. Ce premier pas a été complété par l'approfondissement et le développement de connaissances relatives à la nouvelle pénologie, aux approches de la désistance et, plus largement, à l'histoire et la conception de l'assistance de probation en Suisse, ce par la lecture de différents articles scientifiques et la collecte de renseignements sur internet. A cette étape toutefois, les informations récoltées composaient une base préliminaire passablement dense qui a dû être précisée et arrangée. Ayant effectué un stage de recherche dans mon cursus de Master, j'ai pu bénéficier des divers apprentissages réalisés en vue du processus de sélection et de précision de mes questions de recherche.

Le socle de mes axes d'analyse constitué, il m'a été possible de passer une étape subséquente qu'était le choix de la méthodologie de la recherche, ainsi que la préparation des entretiens individuels. Effectivement, outre le choix de la méthode, l'accomplissement des six entretiens a nécessité de mener une réflexion sur les questions à adresser aux personnes entendues afin, de favoriser l'échange et éviter d'influencer leurs réponses. Par ailleurs, je me suis aussi interrogée sur mon positionnement, notamment lors de la conception de ma grille d'entretien, la réalisation des entretiens et de l'analyse des données récoltées. En effet, étant moi-même agente de probation, participante au projet pilote Objectif désistance et membre de la Commission latine de probation, j'ai tenté d'identifier et de distinguer les connaissances et ressentis découlant de mon propre vécu de l'assistance de probation des savoirs et expériences des personnes interviewées. Il est important de mentionner que la connaissance du terrain d'enquête comporte certains avantages, tels que la facilité d'y accéder, le fait d'être familière avec le vocabulaire auquel recourent les personnes rencontrées ou encore les actualités ayant cours dans le domaine. Inversement, la proximité avec le terrain d'enquête peut comporter d'éventuels désavantages, tels que la crainte d'avoir un fort biais dans l'analyse des données récoltées ou encore d'avoir, inconsciemment, un conflit intérieur face aux propos collectés, de devoir les restituer alors même qu'ils vont à l'encontre de ma propre opinion. Par ailleurs, sans parvenir à une réponse, je me suis questionnée sur l'hypothèse de savoir si les personnes interviewées étaient plus à l'aise de répondre aux interrogations d'une autre agente de probation ou si, au contraire, échanger avec une personne du métier – qui plus est travaillant régulièrement

avec leurs hiérarchies – était un frein à la communication par crainte de jugement des pratiques individuelles.

Tenant compte de cela, j'ai procédé à six entretiens individuels semi-directifs, en l'occurrence par visioconférence. En effet, la pandémie liée à la Covid-19 a transformé l'organisation de la recherche et a entravé les possibilités de se rendre physiquement sur le terrain d'enquête. Initialement, la présente recherche avait également pour souhait de s'intéresser au contenu des rapports rédigés par les agents et agentes de probation, respectivement de prendre connaissance et lire lesdits rapports. Toutefois, au vu de la situation sanitaire, il a été nécessaire de renoncer à cette étape. J'ai ainsi été contrainte de modifier et repenser ma recherche en prenant en considération des impératifs sanitaires. Ces imprévus m'ont permis de me rendre pleinement compte des aléas d'une recherche, en particulier lorsqu'elle implique un travail de terrain, des ajustements à entreprendre pour la concrétiser et la nécessité de demeurer relativement flexible pour s'adapter à l'inattendu. Lors du stage de recherche effectué en 2020 dans le cadre de mon cursus de Master, j'avais déjà pu expérimenter la nécessité de s'accommoder des imprévus. Toutefois, une équipe entière de recherche était présente et recherchait ensemble les solutions les plus pertinentes. Dans le cadre de la présente étude, les adaptations nécessaires dépendaient principalement de mes propres choix, sous réserve de l'avis toujours constructif de ma directrice de travail de Master évidemment. Cette expérience a dès lors été propice à développer, au-delà d'une certaine flexibilité, une capacité de choix et de mener, modestement, une recherche (à hauteur d'un travail de Master). S'est ajouté à cela une situation professionnelle nécessitant un investissement en temps et énergie plus accru qu'à l'ordinaire, en raison de bouleversements au sein du service et d'une réorganisation y relative. Par conséquent, parvenir à allier rédaction du travail de Master et activité professionnelle est devenu délicat. Cette phase a été empreinte de frustrations de ne pouvoir m'engager comme souhaité dans la réalisation de cette étude. Il en ressort toutefois l'apprentissage de tenter, une nouvelle fois, d'accepter les aléas, de gérer les insatisfactions et de persévérer dans les objectifs personnels fixés.

Dans tous les cas, il ressort que les deux années de réalisation de ce travail de Master m'ont offert l'opportunité d'acquérir de nouveaux savoirs théoriques relatifs à la méthodologie d'entretiens, à l'analyse de données et aux domaines de la désistance et de la nouvelle pénologie. De surcroît, je me suis familiarisée et ai expérimenté le processus d'un travail de recherche, en parcourant diverses phases de collecte de renseignements, de définition et

délimitation de mon objet d'étude, de remaniement et de précision de mon travail, d'interrogations relatives à mon positionnement, de récolte de données sur le terrain, de modifications méthodologies, d'incertitudes et d'analyse de données. S'additionne à cela l'expérience de l'imprévisible, d'aléas bouleversant le souhait de mener la recherche telle qu'on l'avait imaginé. Je retiens, pour ma part, un bilan positif de la réalisation de ce travail de Master, riche de nouveaux outils et de compréhensions nouvelles sur les enjeux inhérents aux pratiques des agents et agentes de probation et, plus, généralement, au travail social.

## **8. Conclusion**

Les évolutions récentes du champ de l'assistance de probation semblent influencer les positionnements et les pratiques des agents et agentes de probation, à tout le moins ceux des intervenants et intervenantes actifs et actives au sein des deux services de probation retenus à titre de terrain d'enquête. En effet, au terme de notre étude et à la lumière de ses résultats, nous identifions premièrement diverses tensions ressenties et relevées par les agents et agentes de probation interrogé-e-s. Pour les travailleurs sociaux et travailleuses sociales, il s'agit de la crainte que l'aspect contrôlant de leur fonction fragilise la relation d'aide, voire que cette dernière disparaisse progressivement. Ils et elles laissent entendre une nécessité de défendre le besoin du lien de confiance en atténuant, autant que faire se peut, la facette liée au contrôle. Ainsi, en réaction, ils et elles se présentent aux nouveaux et nouvelles probationnaires en tant que travailleurs sociaux et travailleuses sociales et non comme agents ou agentes de probation. D'autres tentent également d'assimiler la partie contrainte comme étant une forme d'aide. Les travailleurs sociaux et travailleuses sociales alors actifs et actives en tant qu'agents et agentes de probation semblent en ce sens tenter de redéfinir ou de se réappropriier les éléments étrangers au travail social, notamment la contrainte, à travers la lunette du travail social. La dimension de contrôle est, en revanche, mieux accueillie par les personnes issues d'une formation en criminologie. En effet, les criminologues rencontré-e-s mettent plus facilement l'accent sur la notion de contrôle du respect des règles de conduite ou des mesures de substitution dans leur pratique. Ils et elles mobilisent par ailleurs volontiers des outils propres à la criminologie, notamment en évaluant la situation des probationnaires en référence aux facteurs de risque et de protection.

Dans la continuité, il ressort également de cette étude que les agents et agentes de probation interrogé-e-s ont une compréhension différente de la notion de suivi social selon le champ

professionnel dont ils et elles proviennent. Les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales estiment que l'aspect social favorise la réinsertion par l'accompagnement et le soutien de proximité qu'ils et elles peuvent offrir aux probationnaires. Les personnes criminologues apparentent, quant à elles, davantage la notion de suivi social à la nécessité d'être transparentes envers les probationnaires en leur expliquant la pertinence des questions évoquées en entretien, ici encore en termes de facteurs de risque et de protection. Au sein de l'équipe pluridisciplinaire, les professionnels et professionnelles eux-mêmes et elles-mêmes identifient une différence de pratique selon que les agents et agentes de probation concernée-e-s sont issu-e-s de la criminologie ou formées en travail social. Or, là où nous aurions pu imaginer une scission entre les deux profils professionnels et, où les modèles proposés par De Larminat auraient pu précisément se retrouver, nous relevons plutôt que les savoirs de la criminologie des un-e-s et les connaissances du travail social des autres se rencontrent et s'allient, favorisant l'échange de compétences entre les professionnels et professionnelles. Le caractère hybride de la fonction d'agent et agente de probation n'est certainement pas étranger à cela.

Des distinctions se constatent également dans l'approche que les professionnels et professionnelles ont des évaluations criminologiques. Effectivement, alors que les travailleurs sociaux et travailleuses sociales se sentent lié-e-s par les évaluations criminologiques dans les dossiers pénaux, les personnes issues d'une formation en criminologie admettent ne pas y donner autant d'importance. Les intervenants sociaux et intervenantes sociales mobilisent effectivement les résultats des évaluations criminologiques comme des guides servant l'accompagnement. Au regard de leurs connaissances en criminologie, les personnes issues d'une formation dans le domaine estiment que les conclusions des évaluations apparaissent comme logiques et que, par déduction, il n'y a pas de raison contraignante à mobiliser l'évaluation. Il ressort également que les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales ressentent une pression de considérer les résultats des évaluations criminologiques afin de légitimer leur pratique.

Les deux profils professionnels semblent par ailleurs concevoir le cœur de leurs pratiques différemment. En effet, pour les personnes issues d'une formation en criminologie, l'aspect contrôlant et le cadre constitué par les règles de conduite, les mesures de substitution mais également le respect de la loi sont au centre de leurs interventions. Ces éléments centraux sont alors enrobés d'un aspect social inhérent à leur fonction d'agent et agente de probation. Les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales évoquent, quant à elles et eux, mettre au cœur

de leurs pratiques, la relation d'aide, celle-ci s'inscrivant au sein du cadre prescrit par l'aspect contrôlant et les obligations imposées.

Malgré ces différences observées dans les pratiques et visions respectives des agents et agentes de probation interrogé-e-s, toutes et tous, sans exception, reconnaissent la double casquette liée à l'aide-contrainte, qu'ils et elles sont alors appelé-e-s à porter dans l'exercice de leur fonction. Ainsi, naviguent-ils et elles constamment entre le soutien social (certes, plus prononcé chez les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales), le contrôle et les injonctions toujours plus fortes à recourir aux outils criminologiques (certes, privilégiés par les criminologues).

En conclusion, les multiples distinctions de pratique, les ajustements des agents et agentes de probation et les tensions mis en lumière par la présente étude apparaissent inhérents au caractère hybride de la fonction d'agent et agente de probation. Nous relevons ainsi que les agents et agentes de probation ne peuvent pas être catégorisé-e-s selon des modèles prédéfinis. Effectivement, les professionnels et professionnelles de l'assistance de probation se retrouvent davantage au croisement du travail social, de la criminologie et du contrôle, étant sans cesse en recherche d'un équilibre. Un équilibre qui, selon la recherche en la matière, s'avérerait le plus propice à promouvoir une réinsertion des probationnaires, ainsi qu'à diminuer le risque de récidive. Au fond, l'apport du présent travail est alors aussi de mettre en lumière la reconnaissance commune, par des professionnels et professionnelles du terrain, de la nature composite de la fonction d'agent et agente de probation telle qu'elle existe aujourd'hui. En cela également, ce travail de Master démontre les mutations traversées par un domaine spécifique du travail social, révélant la capacité de ce dernier à constamment se réinventer.

## Liste des références bibliographiques

Bension, P. (2012). Un phénomène encore peu exploré : la désistance. In P. Mbanzoulou, M. Herzog-Evas & S. Courtine (Ed.). *Insertion et désistance des personnes placées sous main de justice* (pp. 121-136). Paris : L'Harmattan

Capela, T. & Lambelet, D. (2016). Sortir de prison et s'en sortir : une double peine. Récupéré de <https://www.reiso.org/articles/themes/parcours-de-vie/427-sortir-de-prison-et-s-en-sortir-une-double-peine>

Centre suisse de compétences en matières d'exécution des sanctions pénales (2021). *Standards professionnels de l'assistance de probation : un état des lieux*. Récupéré de [https://www.skjv.ch/sites/default/files/documents/Assistance\\_de\\_probation\\_Analyse.pdf](https://www.skjv.ch/sites/default/files/documents/Assistance_de_probation_Analyse.pdf)

Centre suisse de compétences en matières d'exécution des sanctions pénales (s.d.). *Standards*. Récupéré de <https://www.skjv.ch/fr/execution-des-sanctions-penales/standards>

Châles Courtine, S. (2012). Insertion et exécution des peines : mise en perspective. In P. Mbanzoulou, M. Herzog-Evas & S. Courtine (Ed.). *Insertion et désistance des personnes placées sous main de justice* (pp. 121-136). Paris : L'Harmattan

Chauvenet, A., Gorgeon, C., Mouhanna, C. & Orlic, F. (2001). Entre social et judiciaire : quelle place pour le travail social en milieu ouvert ? *Archives de politiques criminelles*, 23 (1), 71-91.

Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP). RS 311.0. Récupéré le 28 août 2020 de <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19370083/index.html>

Comité des ministres (2010). *Recommandation du Comité des ministres aux États membres sur les règles du Conseil de l'Europe relatives à la probation*. Récupéré de [https://search.coe.int/cm/Pages/result\\_details.aspx?ObjectID=09000016805cfbbf](https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectID=09000016805cfbbf)

Commission latine de probation (2018). *Objectif désistance, un projet pilote pour la probation latine*. Récupéré de <https://www.jura.ch/DFI/JUR/Probation/Probation.html>

Conférence des directrices et directeurs des départements de justice et police (2014). *Principes régissant l'exécution des sanctions pénales en Suisse*. Récupéré de <https://www.cldjp.ch/actes-des-conferences/concordat-adultes/>

De Larminat, X. (2015). Entre sentiment et comportement. L'adaptation des agents de probation aux réformes gestionnaires. *Droit et société*, 90 (2), 303-316.

De Larminat, X. (2013). La probation en quête d'approbation : du consensus politique à l'aveuglement positiviste. *Archives de politique criminelle*, 35 (1), 45-60.

De Larminat, X. (2012). Les agents de probation face au développement des approches cirminologiques : contraintes et ressources. *Sociologies pratiques*, 24 (1), 26-38.

Feeley, M. & Simon, J. (1992). The New Penology : Notes on the Emerging Strategy of Corrections and Its Implications. *Criminology*, 30 (4), 449-474.

Fondation vaudoise de probation (s.d., a). *Milieu carcéral*. Récupéré de <https://www.probation-vd.ch/les-secteurs-dactivites/secteur-milieu-carceral>

Fondation vaudoise de probation (s.d., b). *Peines en milieu ouvert*. Récupéré de <https://www.probation-vd.ch/les-secteurs-dactivites/secteur-des-peines-en-milieu-ouvert>

Fondation vaudoise de probation (s.d., c). *Ateliers*. Récupéré de <https://www.probation-vd.ch/les-secteurs-dactivites/les-ateliers>

Fondation vaudoise de probation (s.d., d). *Milieu ouvert*. Récupéré de <https://www.probation-vd.ch/les-secteurs-dactivites/milieu-ouvert>

Hardy, M. (2014). Practitioner perspectives on risk : Using governmentality to understand contemporary probation practice. *European Journal of Criminology*, 11 (3), 303-318.

Haute école de travail social et de la santé Lausanne (s.d.). *CAS d'intervenant-e spécialisé-e dans le domaine de la justice pénale*. Récupéré de <https://www.hetsl.ch/formation->



continue/formations-postgrades/cas/cas-d'intervenante-specialisee-dans-le-domaine-de-la-justice-penale/

Herzog-Evans, M. (2010). Définir la désistance et en comprendre l'utilité pour la France. *Actualité juridique, Pénal*, 366.

Jeanneret, Y. & Kuhn, A. (2018). *Précis de procédure pénale*. Berne : Stämpfli.

Lambelet, D., Ros, J. & Kloetzer, L. (2021). L'autre enquête, ou l'art de faire attention dans le suivi probatoire, *Déviance et Société*, 45 (4), 551-579.

Lambelet, D. (2018). L'intervention socio-judiciaire en milieu ouvert : un espace professionnel et une activité en recomposition. *Bulletin de la société suisse de sociologie*, 153, 20-23.

Lambelet, D. (2014). *La probation a-t-elle encore besoin de travailleurs sociaux ?* Récupéré de <https://www.reiso.org/articles/themes/pratiques/253-la-probation-a-t-elle-encore-besoin-de-travailleurs-sociaux>

McNeil, F. (2006). A Desistance Paradigm for Offender Management. *Criminology and Criminal Justice*, 6 (1), 39-62.

Milburn, P & Jamet, L. (2014). Prévention de la récidive : les services de probation et d'insertion français dans la tourmente. *Action publique et compétences professionnelles, Champ pénal/ Pénal field*, 11, 1-19.

Mohammed, M. (2015). Sortir de la délinquance. *Idées économiques et sociales*, 181 (3), 48-52.

Péquignot, B. (2018). ROS – PLESOR : tellement proches ! *PrisonInfo*, 2, 8-9.

République et Canton du Jura (s.d., a). *Probation*. Récupéré de <https://www.jura.ch/DFI/JUR/Probation/Probation.html>

République et Canton du Jura (s.d., b). *Service de l'Action Sociale – Action Sociale (SAS)*. Récupéré de <https://www.jura.ch/fr/Autorites/Administration/DIN/SAS/Service-de-l-action-sociale-Action-sociale-SAS.html>

Ros, J., Kloetzer, L. & Lambelet, D. (2020). Évaluation du risque et risques de l'évaluation dans l'activité des agent-e-s de probation. *Tsantsa*, 25, 1-13.

Ros, J., Lambelet, D., Wegel, M. & Ruchti, N. (2020). Intervention socio-judiciaire : entre brouillage des temps et recomposition d'un champ d'action professionnelle. *Revue suisse de travail social*, 25, 71-89.

Slingeneyer, T. (2007). La nouvelle pénologie, une grille d'analyse des transformations des discours, des techniques et des objectifs dans la pénalité. *Champ pénal / Pénal field, nouvelle revue internationale de criminologie*, 4, 1-24.

Stoll, A. & Jendly, M. (2018). (Re)connaître les mécanismes de la désistance : un état des savoirs, *Jusletter*. Récupéré de [https://serval.unil.ch/resource/serval:BIB\\_9B497CACDB82.P001/REF.pdf](https://serval.unil.ch/resource/serval:BIB_9B497CACDB82.P001/REF.pdf)

Trotter, C. (2010). Travailler efficacement avec les délinquants. *Actualité juridique, Pénal*, 371-376.

## **Annexes**

## Liste des annexes

Annexe I. Grille d'entretien

## Annexe I

### Grille d'entretien

Thème	Sous-thème	Données/Remarques/Prise de note
Présentation de la recherche	Cadre : travail de master HES-SO	
	Thématique : mise en lumière des pratiques et positionnements des agent-e-s de probation afin de saisir les ajustements qu'ils et elles opèrent au vu des évolutions contemporaines de la fonction et de la cohabitation nouvelle des outils criminologiques, de la désistance et de la relation d'aide	
	Anonymat	
Données personnelles, parcours de formation, parcours professionnel	Nom, prénom, âge	
	Parcours de formation : domaine(s), lieu de formation, temporalité, cours suivis, éléments marquants, présentation de la formation	
	Parcours professionnel : emploi(s), domaine(s), lieu(x), fonction(s), temporalité	
	Activité en tant qu'agent-e de probation : lieu, durée	
Représentations de la fonction d'agent-e de probation avant l'entrée en fonction	Représentations : perceptions, types d'activités, missions, surveillance, soutien, domaine pénal, criminologie, travail social, risque de récidive, infractions, populations rencontrées, équipe professionnelle	
	Postulation et motivations : identification de l'offre d'emploi, intérêts, craintes, cohérence du profil professionnel, représentations des futurs collègues (formation et intervention)	
	Expérience des premières semaines : cohérence avec les représentations de	

	base, surveillance, soutien, risque de récidive, outils criminologiques	
Évolutions de la fonction d'agent-e de probation	Représentations actuelles de la fonction d'agent-e de probation	
	Identification de mutations dans la fonction d'agent-e de probation entre aujourd'hui et le début de l'engagement (cadres, outils, pratiques, risque zéro, travail social, criminologie, désistance), visions de l'évolution de la fonction dans les années à venir	
	Influence éventuelle des outils criminologiques, évaluation du risque	
	Présentation de l'assistance de probation lors d'un premier entretien (exercice)	
Mobilisation des évaluations/outils criminologiques	Représentation de l'évaluation criminologique : familiarité, formations, intérêts, légitimité, place, autres outils d'évaluation	
	Prise de connaissance de l'évaluation criminologique : à quel moment ? Que retiennent-ils et elles ? Comment la lisent-ils et elles ? Dans quel cadre ? Avec soutien de criminologues, équipe, hiérarchie ?	
	Mobilisations de l'évaluation dans les pratiques : quel cadre ? A quel moment ? Comment cela se matérialise-t-il ? Quelle légitimité ?	
	Cohabitation avec le travail social : représentations du soutien social, cohabitation entre travail social et criminologie	
Cadres d'intervention	Cadres d'intervention : identification des cadres, représentations des cadres, conséquences, impacts sur les pratiques	
	Résultats des évaluations criminologiques : prise en compte, effet cadrant de la pratique, possibilité de s'en éloigner, place du travail	

	social, place de la criminologie, poids de la responsabilité	
	Règles de conduite et mesures de substitution : prise en compte, effet cadrant de la pratique, possibilité de s'en éloigner, place du travail social et de la criminologie, poids de la responsabilité	
	Marge de manœuvre : quelle possibilité, domaines, temporalité, quelle place pour les observations des agent-e-s de probation, temporalité, comparaison avec le début de leur engagement	
Manquements	Manquements : définitions, représentations, en lien avec les règles de conduite, en lien avec les résultats des évaluations criminologiques, en lien avec les observations des agent-e-s de probation, marge de manœuvre, interprétation, conséquences, processus de dénonciation	
Rapports	Forme : rubriques prédéfinies, dans quel ordre, marge de manœuvre, relecture par autrui	
	Contenu : mobilisation des résultats des évaluations criminologiques, mise en lumière des aspects sociaux	
	Retours des autorités	
Divers	Remarques particulières de l'agent-e de probation	